



Comité National de la Dette
Publique



Caisse Autonome
d'Amortissement du
Cameroun

Conjoncture Mensuelle de la Dette Publique du Cameroun N°09/ Septembre 2025

Publiée le 31 octobre 2025

Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun

Secrétariat Permanent du Comité National de la Dette Publique

B.P. : 7167 YAOUNDE Tél : (+237) 222 22 22 26 / (+237) 222 22 01 87 Fax : (+237) 222 22 01 29

Site internet : www.caa.cm E-mail : caa@caa.cm

La Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun, structure de gestion de l'ensemble des fonds d'emprunts publics de l'État et de ses démembrements, des organismes publics et parapublics, des collectivités locales, créée par Décret présidentiel N°85/1176 du 28 Août 1985, et réorganisée par le Décret N°2019/033 du 24 janvier 2019, assurant le Secrétariat Permanent du Comité National de la Dette Publique (CNDP),

Et le Comité National de la Dette Publique créé par Décret N°2008/2370/PM du 04 août 2008, dont les principales missions sont de coordonner et suivre la mise en œuvre de la politique nationale d'endettement public et de gestion de la dette publique, de veiller à sa mise en cohérence avec les objectifs de développement et la capacité financière de l'État,

Vous présentent la conjoncture mensuelle de la dette publique du Cameroun N°09/25-septembre 2025, qui retrace l'évolution des principaux agrégats de la dette publique au premier semestre de l'année.

Dans cette conjoncture, la dette publique est définie comme l'ensemble des passifs de l'État sous forme de dette. Un instrument de dette étant une créance financière, obligeant le débiteur à effectuer en faveur du créancier un paiement ou des paiements d'intérêts ou de principal à une date ou à des dates futures. Pour l'instant, la dette publique est principalement limitée à celle de l'Administration Centrale et des Entreprises et Etablissements Publics. Les travaux de recensement et d'évaluation de la dette des Collectivités Territoriales Décentralisées se poursuivent.

Aussi, Conformément aux bonnes pratiques, il est procédé au suivi des passifs conditionnels, notamment la dette garantie par l'Administration Centrale et les Partenariats Publics Privés, qui peuvent impacter la dette publique sous certaines conditions. Les passifs conditionnels représentent des créances financières virtuelles de l'État, non encore matérialisées, mais susceptibles de se traduire par des obligations financières fermes dans certaines circonstances. Le suivi et l'évaluation de ces passifs sont indispensables, non seulement par souci de transparence, mais aussi pour la réalisation des analyses, notamment l'analyse de l'impact potentiel et les risques encourus sur l'endettement public, l'Analyse de la Viabilité de la Dette (AVD) et diverses autres analyses liées aux risques budgétaires.

Comité de Rédaction

Directeurs de Publication

- MOTAZE Louis Paul, Ministre des Finances, Président du Comité National de la Dette Publique ;
- ALAMINE Ousmane MEY, Ministre de l'Economie de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Vice-Président du CNDP.

Superviseurs

- NOAH NDONGO Adolphe, Directeur Général de la CAA, Secrétaire Permanent du CNDP ;
- MOH TANGONGHO Sylvester, Directeur Général du Trésor de la Coopération Financière et Monétaire, Président de la Commission Technique du CNDP ;
- KENDEM John FORGHAB, Directeur Général Adjoint de la CAA.

Coordonnateur Technique

- SIEWE Guillaume Thierry, Chef de Division des Etudes et Analyses de la Dette Publique (DEADP /CAA), Coordonnateur du Secrétariat Permanent du CNDP.

Rédacteurs :

- ✓ SIEWE Guillaume Thierry, DEADP, CSP-CNDP ;
- ✓ ALEME MELOM Melissa Epse MANON, Chef de la Cellule du Suivi de la Politique Nationale d'Endettement- à la DEADP/CAA ;
- ✓ GONTA William, Chef de la Cellule du Suivi Statistique et de la Gestion des Bases des Données- à la DEADP/CAA ;
- ✓ NDONGO MBA Laurent, Chef de la Cellule du Suivi Evaluation des Financements à la DEADP/CAA ;
- ✓ SIMO Cédric, Chargé d'Etudes Assistant à la CSPNEA/ DEADP/CAA ;
- ✓ PONDI Patrick Dylan, Chargé d'Etudes Assistant à la CSPNEA/DEADP/CAA ;
- ✓ ABOE Franck, Chargé d'Etudes Assistant à la CSPNEA/DEADP/CAA ;
- ✓ MBIANDJEU Michel Francine. Chargé d'Etudes Assistant à la CSPNEA/DEADP/CAA ;
- ✓ ONANA Carole, Chargé d'Etudes Assistant à la CSSGBD/ DEADP/CAA ;
- ✓ EBWEL Julien, Chargé d'Etudes Assistant à la CSSGBD/ DEADP/CAA ;
- ✓ FEUDJI Génie Lupin, Chargé d'Etudes Assistant à la CSEF/DEADP/CAA ;
- ✓ ZANG Laurry, Chargé d'Etudes Assistant à la CSEF/ DEADP/CAA ;
- ✓ ETELE Warren, Chargé d'Etudes Assistant à la CSEF/ DEADP -CAA ;
- ✓ NLAME Rose Laetitia, Cadre à la Division des Etudes et Analyses de la Dette Publique-CAA.
- ✓ BIKELE Bryan, Cadre à la Division des Etudes et Analyses de la Dette Publique-CAA.

Contributions :

- ✓ **Membres** du CNDP ;
- ✓ **Membres** de la Commission Technique CNDP ;
- ✓ **Membres** du Secrétariat Permanent du CNDP.

Table des matières

1

I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET NATIONAL.....	4
I.1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL.....	4
I.2. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE NATIONAL.....	6
II. ENCOURS DE LA DETTE DU SECTEUR PUBLIC	7
II.1 DETTE DIRECTE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE.....	8
II.1.1. DETTE EXTERIEURE RETROCEDEE PAR L'ETAT AUX ENTITES PUBLIQUES.....	10
II.1.2. DETTE INTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	10
II.2. DETTE DES DEMEMBREMENTS DE L'ETAT.....	13
II.2.1. DETTE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS	13
II.2.2. DETTE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES DECENTRALISEES	14
II.3. PASSIFS CONDITIONNELS EXPLICITES DE L'ETAT	15
II.3.1. DETTE AVALISEE PAR L'ETAT.....	15
II.3.2. PARTENARIAT PUBLIC PRIVÉ (PPP).....	15
III. SERVICE DE LA DETTE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE.....	17
III.1. SERVICE DE LA DETTE EXTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	17
III.2. SERVICE DE LA DETTE INTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	19
III.2.1. SERVICE DE LA DETTE INTERIEURE HORS RESTES A PAYER ET DETTE FLOTTANTE	19
III.2.2. VARIATION DES RESTES A PAYER.....	20
IV. EVOLUTION DES ENGAGEMENTS ET DES NOUVEAUX EMPRUNTS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	20
IV.1. NOUVEAUX ENGAGEMENTS SIGNES.....	20
IV.2. DECRETS D'HABILITATION.....	22
IV.3. DECAISSEMENTS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE.....	23
IV.3.1. DÉCAISSEMENTS SUR FINANCEMENTS EXTÉRIEURS.....	23
IV.3.2. DÉCAISSEMENTS SUR FINANCEMENTS INTÉRIEURS	26
IV.4. SOLDES ENGAGÉS NON DÉCAISSÉS (SEND's) DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	26
IV.4.1. SEND's EXTÉRIEURS	26
IV.4.2. SEND's INTÉRIEURS.....	27
V. INDICATEURS D'ENDETTEMENT	29
V.1. PRINCIPAUX INDICATEURS DE LA DETTE PUBLIQUE (HORS RESTES À PAYER DE MOINS DE 3 MOIS)	29
V.2. REPARTITION DU PORTEFEUILLE PAR DEVISE	29

I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET NATIONAL

I.1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

Selon le Fonds Monétaire International (FMI) dans son rapport d'octobre 2025 sur les perspectives de l'économie mondiale, la croissance mondiale montre des signes de ralentissement, tout en résistant mieux que prévue à la mise en place de droits de douane supplémentaires de l'administration américaine. Elle est estimée à 3,2% en 2025, soit 0,2 point de plus que dans sa projection de juillet 2025, après 3,3% en 2024, avant un léger fléchissement à 3,1% en 2026. Cette amélioration s'explique par des droits de douane moins élevés que prévus, un dollar américain plus faible, des mesures de relance budgétaire et une hausse des investissements dans l'industrie de l'information, bien que le risque de tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine reste important. L'inflation mondiale devrait reculer à 4,2% en 2025, puis à 3,7% en 2026, restant supérieure à la cible aux États-Unis mais modérée ailleurs. La dette publique mondiale poursuit sa progression et pourrait dépasser 100% du PIB d'ici 2029, atteignant son niveau le plus élevé depuis 1948.

Dans les économies avancées, la croissance devrait s'établir à 1,6% sur les années 2025-2026, après 1,8% en 2024, freinée par la politique monétaire restrictive et le ralentissement de la demande intérieure. L'inflation y resterait supérieure aux objectifs des banques centrales, autour de 2,6%, en raison de la hausse des coûts de production et de l'énergie. La dette publique devrait se maintenir à un niveau élevé, en moyenne 110,2% du PIB, avec des niveaux particulièrement importants aux États-Unis, au Japon et en France.

Les États-Unis devraient connaître une croissance résiliente d'environ 2,0% sur les deux prochaines années, après 2,8% en 2024, soutenue par des droits de douane plus faibles que prévus, un coup de pouce fiscal lié à la législation républicaine, un assouplissement des conditions financières et l'essor des investissements dans l'intelligence artificielle.

La zone euro devrait enregistrer une expansion modeste de 1,2% en 2025 et 2026, après 0,9% en 2024, principalement grâce aux mesures d'expansion budgétaire en Allemagne et à une dynamique robuste en Espagne. En France, la croissance serait d'environ 0,8% sur les deux prochaines années, avec une inflation estimée à 1,2% en septembre 2025 selon l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE).

Les économies émergentes et en développement devraient rester le principal moteur de la croissance mondiale, avec une progression attendue de 4,2% en 2025 et 4,0% en 2026, après 4,3% en 2024. L'inflation dans ce groupe de pays devrait ralentir à environ 6,5%, tandis que la dette publique moyenne devrait atteindre 72,7% du PIB. Les principaux moteurs de cette croissance demeurent l'Inde et la Chine.

La Chine, en raison de sa dépendance aux exportations, de la contraction continue des investissements immobiliers et de la faiblesse de la demande globale de crédit, devrait voir sa croissance ralentir à 5% pour la période 2025-2026. L'économie chinoise reste exposée à un risque de déflation par l'endettement.

En revanche, l'Inde devrait maintenir une dynamique plus favorable, avec une croissance attendue de 6,6% sur les deux prochaines années 2025-2026, soutenue par une forte consommation intérieure et une demande domestique robuste.

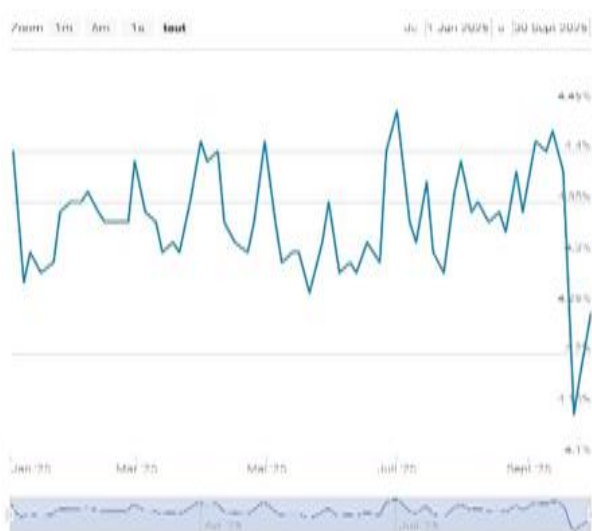
En Afrique subsaharienne, dans un contexte de baisse de l'aide publique, de bouleversements du commerce international et divers mouvements sociaux liés à la jeunesse, la croissance devrait se maintenir à 4,1% en 2024 et 2025, avant de reprendre légèrement en 2026 pour atteindre 4,4%. Cette résilience serait soutenue par la stabilisation macroéconomique et les réformes en cours dans plusieurs pays. L'inflation resterait élevée, autour de 8,5% en 2025, avant un recul attendu à 7,2% en 2026, tandis que la dette publique devrait s'établir à 58,5% du PIB à la fin de 2025. Parmi les principales économies

régionales, le Nigeria et l’Afrique du Sud devraient enregistrer des croissances respectives de 3,9% et 1,1% en 2025, puis de 4,2% et 1,2% en 2026.

Selon les conclusions de la dernière session du Comité de Politique Monétaire de la Banque des États de l’Afrique Centrale (BEAC) tenue le 29 septembre 2025, la croissance économique de la sous-région devrait ralentir légèrement à 2,6% en 2025, contre 2,7% en 2024, en raison d’un recul marqué des activités pétrolières et gazières, malgré la fermeté des activités non pétrolières qui devraient progresser de 3,2%. L’inflation devrait s’atténuer, avec un taux attendu à 2,6% à la fin de 2025, contre 4,1% en 2024, reflétant la maîtrise des pressions sur les prix. Dans ce contexte, le Comité a ajusté ses taux directeurs : le Taux d’Intérêt des Appels d’Offres (TIAO) est fixé à 4,50%, le Taux de la Facilité de Prêt Marginal (TFPM) à 6,00%, et le taux de la facilité de dépôt à 0,00%, tandis que les coefficients des réserves obligatoires sont maintenus à 7,00% sur les dépôts à vue et 4,50% sur les dépôts à terme.

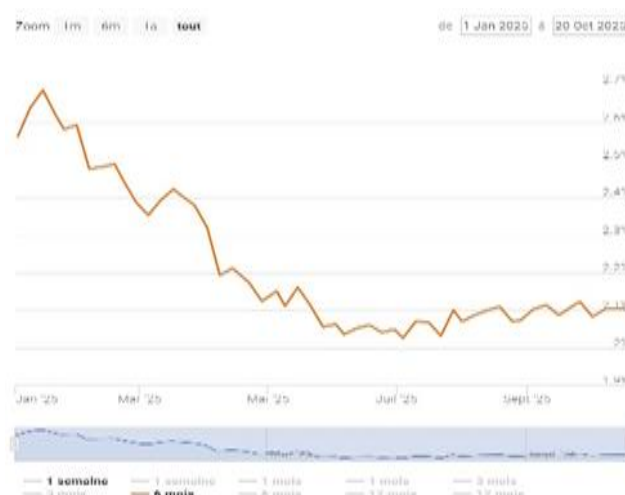
Evolution des principaux taux d’intérêt de référence

Graphique 1 : SOFR 6 mois



Source : Global rates

Graphique 2 : Euribor 6 mois



Source : Global rates

Tableau 0: évolution des taux CIRR

Période	15 janv 2025- 14 fev 2025	15 fev 2025-14 mars 2025	15 mars 2025- 14 avril 2025	15 avril 2025- 14 mai 2025	15 mai 2025- 14 juin 2025	15 juin 2025- 14 juillet 2025	15 juillet 2025- 14 août-2025	15 août 2025- 14 septembre 2025	15 septembre 2025- 14 octobre 2025
Monnaie/Maturité	CIRR	CIRR	CIRR	CIRR	CIRR	CIRR	CIRR	CIRR	CIRR
US Dollar < 5 years	5,2	5,2	5,2	5,0	4,8	4,9	4,8	4,7	4,7
US Dollar >5-8,5 years	5,2	5,3	5,3	5,0	4,9	5,0	5,0	5	4,9
US Dollar > 8,5 years	5,3	5,32	5,4	5,2	5,1	5,2	5,1	5,2	5,2
Euro < 5 years	3,0	2,9	3,1	3,2	2,8	2,9	2,9	2,9	3,1
Euro >5-8,5 years	3,1	3,0	3,2	3,4	3,1	3,1	3,3	3,4	3,4
Euro >8,5 years	3,3	3,4	3,3	3,6	3,3	3,4	3,6	3,7	3,9

Source : OCDE

I.2. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE NATIONAL

Depuis le début de l'année 2025, le contexte économique national est marqué par plusieurs évolutions structurelles parmi lesquelles la contraction persistante du secteur pétrolier, la clôture du Programme Économique et Financier (PEF) conclu avec le FMI en juillet 2021, et la mise en œuvre accélérée de la Stratégie Nationale de Développement (SND30).

La croissance du PIB réel devrait se consolider en s'établissant à 3,9 % en 2025 contre 3,5 % en 2024, et 3,3% en 2023. Cette performance resterait tirée par le dynamisme de l'activité non pétrolière dont la croissance est estimée à 4,2% en 2025 après 4,1% en 2024 et 3,7% en 2023. En revanche, l'activité pétrolière devrait continuer de reculer, en lien avec la baisse naturelle des rendements des puits en exploitation. Sa croissance diminue de 4,9% en 2025, après des baisses respectives de 9,7% et 1,8% en 2024 et 2023.

S'agissant de l'évolution des prix, le taux d'inflation estimé à 3,9% à fin septembre 2025 devrait continuer sa décrue pour se situer autour de 3,2% en fin d'année 2025, et converger vers la norme communautaire de 3% à l'horizon 2026, selon les données publiées par l'Institut National de la Statistique (INS).

Sur le plan de la supervision financière, une attention particulière a été portée à la résilience du secteur de la microfinance, nécessaire pour l'accélération de la bancarisation et l'inclusion financière. A cet effet, la Commission Bancaire d'Afrique Centrale (COBAC) a réuni le 15 septembre les responsables des EMF pour exiger un renforcement effectif des dispositifs de contrôle interne et de conformité.

Au cours du mois de septembre 2025, Standard and Poor's a maintenu la note du profil émetteur du Cameroun, à "B" avec une perspective stable, aussi bien pour les court et long termes. L'agence de notation s'est appuyée sur le profil robuste de l'économie camerounaise, caractérisée par sa diversification portée par l'agriculture, l'énergie et les services. Toutefois, elle relève le risque politique élevé.

Par ailleurs, la gouvernance budgétaire a poursuivi sa trajectoire de normalisation à travers la programmation triennale pour une meilleure lisibilité et exécution pluriannuelle des projets et programmes. Les Conférences élargies de Programmation budgétaire et de la Performance associée se sont déroulées du 4 au 9 septembre, avant la mise à disposition des Cadres des Dépenses à Moyen Terme (CDMT) ajustés 2026-2028 à la fin du mois. L'alignement des dépenses sur le cadrage macro-budgétaire et les stratégies sectorielles, combiné à une évaluation rigoureuse de la performance, contribuent à renforcer la crédibilité du cadre de dépenses publiques et à favoriser la mobilisation des bailleurs pour la bonne exécution des projets y découlant.

Ces éléments sont importants pour finaliser le budget programme de la période 2026-2028 et la mise en cohérence avec le Stratégie d'Endettement à Moyen Terme de la période, annexe de la Loi de Finances 2026 en cours d'élaboration.

II. ENCOURS DE LA DETTE DU SECTEUR PUBLIC

Au 30 septembre 2025, l'encours de la dette du secteur public s'élève à 14 591 milliards de FCFA représentant 43,9% du PIB. Ce montant qui enregistre une hausse de 0,8% par rapport au mois précédent, est pratiquement stable en glissement trimestriel tout en affichant une progression annuelle de 2,6%. Sa structure met en évidence une concentration significative au niveau de l'Administration Centrale, qui en détient 93,3%, contre 6,5% pour les Entreprises et Etablissements publics et 0,2% pour les Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD).

Tableau 1 : Encours de la dette du secteur public

Rubriques	30 septembre 2024 *	31 décembre 2024 *	31 janvier 2025 ***	28 février 2025 ***	31 mars 2025 ***	30 avril 2025 ***	31 mai 2025 ***	30 juin 2025 ***	30 septembre 2025 ***
1. Dette extérieure	8 550	8 918	8 811	8 798	8 693	8 628	8 647	8 526	8 568
Multilatérale	4 218	4 410	4 406	4 431	4 469	4 552	4 580	4 566	4 675
<i>dont appuis budgétaires</i>	1 400	1 529	1 509	1 509	1 555	1 528	1 524	1 498	1 581
Bilatérale	2 920	3 084	2 995	2 964	2 851	2 727	2 725	2 646	2 592
<i>dont appuis budgétaires</i>	295	295	295	295	295	295	295	295	295
Commerciale	1 412	1 424	1 410	1 404	1 372	1 350	1 343	1 314	1 301
2. Dette intérieure	4 633	4 691	4 764	4 812	4 817	4 779	4 650	4 687	5 045
2.1. Dette intérieure (hors Restes à Payer et dette flottante)	3 677	3 744	3 817	3 864	3 870	3 801	3 859	3 888	4 246
Titres publics	1 966	1 984	2 062	2 110	2 125	2 024	2 088	2 097	2 324
Emprunt consolidé BEAC	577	577	577	577	577	577	577	577	577
Allocation de DTS (FMI-BEAC)	180	180	180	180	180	180	180	180	180
Dette structurée	867	936	931	931	920	954	947	967	1 114
Dette non structurée	88	67	67	67	67	67	67	67	51
2.2. Restes à payer de plus de 3 mois	495	536	536	536	536	566	379	388	388
2.3. Dette flottante de l'Administration Centrale	462	412	412	412	412	412	412	412	412
3. Dette Directe de l'Administration Centrale	13 183	13 608	13 575	13 610	13 510	13 407	13 297	13 214	13 613
<i>dont appui budgétaire total</i>	1 695	1 824	1 804	1 804	1 850	1 823	1 819	1 793	1 876
4. Dette des Entreprises et Etablissements publics	1 018	1 023	1 021	1 015	1 011	983	978	964	952
Dette extérieure directe des Entreprises et Etablissements publics	479	493	494	492	490	465	464	453	450
Dette intérieure auprès du système bancaire	345	336	333	329	326	323	320	316	307
Dette flottante des Entreprises et Etablissements publics	194	194	194	194	194	194	194	194	194
5. Dette des Collectivités Territoriales Décentralisées	26	26	26,0	26,0	26,0	26,0	26,0	26,0	26,0
Dette extérieure directe des CTD's	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D
Dette intérieure directe des CTD's	10	10	10	10	10	10	10	10	10
Dette flottante des CTD's	16	16	16	16	16	16	16	16	16
6. Passifs conditionnels explicites de l'Etat	4 900	4 899	4 899	4 899	4 899	4 899	4 899	4 897	4 897
Dette avalisée	5	3	3	3	3	3	3	2	2
Partenariats Publics Privés	4 895	4 895	4 895	4 895	4 895	4 895	4 895	4 895	4 895
7. Total Dette Publique (non consolidée) (Secteur Public - hors passifs conditionnels) (3+4+5)	14 228	14 657	14 622	14 651	14 546	14 416	14 301	14 203	14 591

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

À fin septembre 2025, l'encours de la dette directe de l'Administration Centrale s'établit à 13 613 milliards de FCFA, correspondant à 41% du PIB. Ce niveau traduit une baisse de 0,9% en glissement mensuel, une stabilité sur le trimestre, ainsi qu'une progression de 3,3% en glissement annuel.

La structure de cette dette demeure dominée par les emprunts extérieurs, qui en représentent 62,9%, principalement contractés auprès de bailleurs bilatéraux et multilatéraux. La dette intérieure, pour sa part, constitue 37,1% de l'encours total.

Parallèlement, la dette directe des Etablissements et Entreprises publics s'élève à 952 milliards de FCFA, soit 2,9% du PIB. Elle enregistre un repli de 0,6% en variation mensuelle, se stabilise sur un trimestre et se contracte significativement de 6,6% en glissement annuel.

Par ailleurs, les passifs conditionnels explicites de l'État sont estimés à 4 897 milliards de FCFA, soit 14,7% du PIB. Ce volume demeure stable en glissements mensuel et trimestriel, mais baisse de 0,1% en glissement annuel. Ces passifs correspondent aux investissements cumulés réalisés dans le cadre des Partenariats Public-Privé (PPP), illustrant le recours non négligeable et statique depuis plusieurs mois à ce type de montage financier pour le développement des infrastructures, sans alourdir l'endettement direct de l'État.

Enfin, la dette des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD's) reste marginale, s'établissant à 26 milliards de FCFA. Elle est constituée à 60,8% de dette flottante et 39,2% de dette bancaire directe.

Des efforts continus sont déployés pour améliorer la comptabilisation et la traçabilité de cette dette, notamment à travers une collaboration renforcée entre le Ministère des Finances, le Ministère de la Décentralisation et du Développement Local, et le Comité National des Finances Locales, et la poursuite de collecte des informations auprès des collectivités.

II.1 DETTE DIRECTE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Au 30 septembre 2025, la dette directe de l'Administration Centrale de 13 613 milliards de FCFA est constituée de 62,9% des emprunts extérieurs et 37,1% de dette intérieure.

II.1.1. DETTE EXTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Au 30 septembre 2025, l'encours de la dette extérieure de l'Administration Centrale est estimé à 8 568,2 milliards de FCFA, représentant 25,8% du PIB. Ce montant enregistre une augmentation de 0,1% en variations mensuelle et annuelle, se stabilise sur un trimestre. Cette dette est majoritairement constituée d'engagements multilatéraux (54,6%), suivis de financements bilatéraux (30,3%) et commerciaux (15,1%).

Composante majeure de la dette extérieure, la dette multilatérale s'élève à 4 675,4 milliards de FCFA à fin septembre 2025, dont 1 581,2 milliards de FCFA d'appuis budgétaires. En comparaison à sa situation un an plus tôt, cette dette connaît une augmentation de 10,9%, attribuable aux décaissements de nouvelles conventions de financements.

Les principaux créanciers multilatéraux sont : la Banque mondiale (IDA et BIRD), qui détient 42,4% de la dette multilatérale, soit 23,1% de la dette extérieure totale ; le Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD et FAD), qui représente 24,5% de la dette multilatérale, soit 13,4% de la dette extérieure totale ; et le Fonds Monétaire International (FMI), avec 21,2% de la dette multilatérale, soit 11,6% de la dette extérieure totale (hors allocation des Droits de Tirages Spéciaux (DTS)).

La dette bilatérale se chiffre à 2 591,6 milliards de FCFA soit 7,8% du PIB. La Chine en constitue le premier détenteur, avec 63,4% de cette composante (soit 19,2% de la dette extérieure totale), confirmant sa place de premier partenaire bilatéral. La France suit avec 26,1% (soit, 7,9% de la dette extérieure totale).

Tableau 2 : Encours de la dette extérieure

Rubriques	30 septembre 2024 *	31 décembre 2024 *	31 janvier 2025 ***	28 février 2025 ***	31 mars 2025 ***	30 avril 2025 ***	31 mai 2025 ***	30 juin 2025 ***	31 juillet 2025 ***	31 août 2025 ***	30 septembre 2025 ***
Multilatéral	4 217,7	4 409,8	4 405,7	4 430,8	4 469,4	4 551,7	4 579,5	4 566,2	4 724,3	4 688,6	4 675,4
BAD	671,3	716,2	727,1	725,5	725,0	724,7	727,3	732,3	743,4	740,6	740,6
<i>dont appuis budgétaires PEF</i>	<i>167,4</i>	<i>218,6</i>	<i>218,6</i>	<i>218,6</i>	<i>218,6</i>	<i>218,6</i>	<i>216,1</i>	<i>216,1</i>	<i>216,1</i>	<i>214,8</i>	<i>214,8</i>
<i>appuis budgétaires COVID-19</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>
<i>PARPAC</i>	<i>23,3</i>	<i>41,2</i>	<i>41,2</i>	<i>41,2</i>	<i>41,2</i>	<i>41,2</i>	<i>41,2</i>	<i>41,2</i>	<i>41,2</i>	<i>41,2</i>	<i>41,2</i>
BADEA	30,7	33,0	32,9	32,8	30,8	29,6	30,9	29,5	30,3	29,6	28,9
BDEAC	23,8	21,6	21,6	25,3	25,3	25,3	25,3	25,3	28,0	28,0	26,6
BID	421,6	430,6	423,5	422,9	416,1	410,5	411,6	404,7	412,1	409,6	409,1
BIRD	318,7	328,2	330,5	333,3	335,7	336,7	343,9	347,1	351,5	353,3	353,3
<i>dont appuis budgétaires PEF</i>	<i>8,7</i>	<i>9,4</i>	<i>9,4</i>	<i>9,3</i>	<i>9,0</i>	<i>8,6</i>	<i>8,5</i>	<i>8,2</i>	<i>8,5</i>	<i>8,3</i>	<i>8,3</i>
FAD	409,3	436,6	436,3	436,5	425,2	416,4	415,3	399,9	414,1	408,0	405,1
FIDA	64,8	68,8	68,8	71,6	69,3	67,5	67,4	65,7	66,9	67,8	67,3
FMI	899,7	921,9	902,0	904,2	952,8	929,2	927,5	904,4	1 003,5	990,4	990,4
<i>dont appuis budgétaires PEF 2017-2020</i>	<i>268,0</i>	<i>266,7</i>	<i>247,1</i>	<i>247,8</i>	<i>241,3</i>	<i>235,3</i>	<i>234,9</i>	<i>229,0</i>	<i>233,0</i>	<i>230,0</i>	<i>230,0</i>
<i>appuis budgétaires COVID-19</i>	<i>219,7</i>	<i>227,9</i>	<i>227,8</i>	<i>228,3</i>	<i>222,4</i>	<i>216,8</i>	<i>216,5</i>	<i>211,1</i>	<i>214,8</i>	<i>212,0</i>	<i>212,0</i>
<i>appuis budgétaires FCE-PEF 2021-2023</i>	<i>128,2</i>	<i>132,9</i>	<i>132,9</i>	<i>133,2</i>	<i>144,5</i>	<i>141,0</i>	<i>140,7</i>	<i>137,2</i>	<i>153,9</i>	<i>151,9</i>	<i>151,9</i>
<i>appuis budgétaires MEDC-PEF 2021-2023</i>	<i>256,3</i>	<i>265,9</i>	<i>265,7</i>	<i>266,4</i>	<i>289,1</i>	<i>281,9</i>	<i>281,4</i>	<i>274,4</i>	<i>307,8</i>	<i>303,8</i>	<i>303,8</i>
<i>appuis budgétaires FRD 2024-2025</i>	<i>27,5</i>	<i>28,5</i>	<i>28,5</i>	<i>28,5</i>	<i>55,6</i>	<i>54,2</i>	<i>54,1</i>	<i>52,8</i>	<i>94,0</i>	<i>92,7</i>	<i>92,7</i>
FS OPEP	6,9	6,3	6,2	6,2	5,8	5,0	4,6	4,4	4,5	4,4	4,3
IDA	1 343,5	1 420,5	1 430,7	1 446,3	1 457,9	1 581,6	1 601,3	1 630,5	1 647,6	1 634,6	1 628,0
<i>dont appuis budgétaires PEF</i>	<i>243,3</i>	<i>280,0</i>	<i>279,9</i>	<i>278,0</i>	<i>275,4</i>	<i>272,7</i>	<i>272,6</i>	<i>270,5</i>	<i>272,3</i>	<i>269,0</i>	<i>268,8</i>
UE	27,3	26,1	26,1	26,1	25,4	25,2	24,4	22,3	22,3	22,3	21,7
Bilatéral	2 920,5	3 084,2	2 995,3	2 963,7	2 851,3	2 726,5	2 724,7	2 645,7	2 622,5	2 580,6	2 591,6
ALLEMAGNE	15,1	14,5	14,5	14,5	14,5	14,5	14,5	13,7	13,7	13,7	13,7
Belgique	7,1	6,1	6,1	6,1	6,1	6,1	6,1	6,0	6,0	6,0	6,0
Espagne	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
FRANCE	763,8	725,6	712,6	712,6	706,9	685,4	685,4	682,3	682,2	682,2	676,5
<i>dont appuis budgétaires PEF</i>	<i>295,2</i>	<i>295,2</i>	<i>295,2</i>	<i>295,2</i>	<i>295,2</i>	<i>295,2</i>	<i>295,2</i>	<i>295,2</i>	<i>295,2</i>	<i>295,2</i>	<i>295,2</i>
<i>dont C2D</i>	<i>18,5</i>	<i>12,0</i>	<i>12,0</i>	<i>12,0</i>	<i>12,0</i>	<i>2,0</i>	<i>2,0</i>	<i>2,0</i>	<i>2,0</i>	<i>2,0</i>	<i>2,0</i>
JAPON	36,6	52,2	53,5	55,0	52,1	52,2	51,7	49,8	49,1	51,1	49,8
NORVEGE (EKSPORTKREDDITT NORGE SA)	15,1	12,9	12,9	12,9	12,9	12,9	12,9	10,7	10,7	10,7	10,7
SUISSE	0,4	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
ARABIE SAOUDITE	6,4	6,9	6,9	6,9	6,3	6,0	6,0	5,8	5,7	5,6	5,3
CHINE	3,1	3,2	3,2	3,2	3,1	3,0	3,0	2,9	3,0	2,9	2,9
COREE DU SUD	45,3	44,4	44,9	44,7	42,7	41,7	42,0	40,6	41,1	40,2	80,2
EXIMBANK DE CHINE	1 892,8	2 071,8	1 995,6	1 968,8	1 875,8	1 779,7	1 780,3	1 715,5	1 690,2	1 654,3	1 640,1
EXIMBANK TURQUE	50,0	53,8	53,8	47,7	45,7	43,7	43,6	42,0	42,3	37,0	32,6
INDE	74,3	82,1	81,0	80,9	74,9	71,5	70,4	67,8	70,0	68,4	65,6
KOWEÏT	9,7	9,7	9,4	9,3	9,3	8,9	8,3	8,1	8,2	8,1	7,9
Commercial	1 411,9	1 423,5	1 409,6	1 403,5	1 372,1	1 349,8	1 342,8	1 314,5	1 317,7	1 293,2	1 301,1
AFRICAN EXPORT IMPORT BANK	199,5	210,9	210,9	210,8	208,8	206,7	206,7	205,0	206,4	205,4	207,9
Bank of China	64,9	69,8	69,8	61,8	56,4	53,8	53,8	51,8	53,4	45,2	49,0
Belfius	46,0	43,4	43,4	43,1	40,2	40,2	39,6	39,6	39,6	39,3	39,3
BMCE Bank	4,3	13,6	13,6	13,6	13,6	13,6	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2
CDS group privée Nouvelle Zelande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CITI GROUP	323,9	348,3	348,1	347,6	333,3	318,4	318,0	306,1	316,0	308,7	307,4
Commercial-eurobond	511,1	480,2	480,2	480,2	480,2	480,2	480,2	480,2	480,2	480,2	480,2
<i>dont Eurobond 2015</i>	<i>61,8</i>	<i>30,9</i>	<i>30,9</i>	<i>30,9</i>	<i>30,9</i>	<i>30,9</i>	<i>30,9</i>	<i>30,9</i>	<i>30,9</i>	<i>30,9</i>	<i>30,9</i>
<i>Eurobond 2021</i>	<i>449,3</i>	<i>449,3</i>	<i>449,3</i>	<i>449,3</i>	<i>449,3</i>	<i>449,3</i>	<i>449,3</i>	<i>449,3</i>	<i>449,3</i>	<i>449,3</i>	<i>449,3</i>
Commerz bank Allemagne	20,6	18,4	18,4	18,4	17,6	16,9	16,8	13,0	13,4	13,1	13,0
Deutsche banque Espagne	17,9	27,4	26,4	26,4	26,4	24,5	24,5	24,5	23,2	23,2	23,2
Inter Islamic trade Finance Corporation	45,0	33,8	21,1	27,1	26,9	35,0	33,7	30,4	21,1	18,6	25,4
INTESA SANPAOLO SPA	46,4	42,7	42,7	42,7	39,6	39,6	39,6	35,9	35,9	35,9	32,8
Raiffeisen Bank Inter AG	5,0	4,8	4,8	4,8	4,6	4,6	4,6	4,4	4,4	4,4	4,3
SOCIETE GENERALE NEW YORK - EXIM BANK US	17,2	16,4	16,4	16,4	15,7	13,4	12,4	11,8	12,3	11,9	11,9
Standard Chartered Londres	106,0	109,6	109,6	106,5	104,4	98,5	98,5	97,3	97,3	92,9	92,3
UNICREDIT	4,2	4,2	4,2	4,2	4,2	4,2	4,2	4,2	4,2	4,2	4,2
Total Général	8 550,1	8 917,5	8 810,6	8 798,1	8 692,8	8 627,9	8 647,1	8 526,3	8 664,6	8 562,4	8 568,2

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

La dette commerciale atteint 1 301,1 milliards de FCFA, et révèle de l'ouverture graduelle du Cameroun aux instruments de marché. Elle est dominée par les émissions d'euro-obligations de 2015 et 2021, qui représentent 36,9% de cette dette commerciale (soit 5,6% du total de la dette extérieure), tandis que les engagements contractés auprès de CITI Group, sous forme de placements privés en représentent 23,6% (soit, 3,6% de la dette extérieure).

II.1.2. DETTE EXTERIEURE RETROCEDEE PAR L'ETAT AUX ENTITES PUBLIQUES

Sur un engagement total de 1 518 milliards de FCFA, l'encours de la dette r troced e évalué au 30 septembre 2025 porte sur 859,5 milliards de FCFA, soit 2,6% du PIB. Ce passif, en repli de 9,1% par rapport   décembre 2024, est détenu par onze (11) Entreprises et Etablissements Publics bénéficiaires de 40 projets.

Tableau 3 : Encours de la dette publique r troced e

N�	Structure bénéficiaire	Nom du projet	Baillleurs	Date de signature de l'accord de financement	Devises	Montant du financement en devise	Montant du financement	Encours au 31/12/2024	Encours au 30/06/2025	Encours au 30/09/2025
Montants en milliards de FCFA										
1	CAMWATER	Projet d'adduction d'eau potable de Douala	EXIMBANK China	13/11/2007	CNY	171 000 000,00	14	4,5	3,7	3,7
2	CAMWATER	PDUJ	IDA	15/11/2007	XDR	10 900 000,00	9	35,5	34,3	34,0
3	CAMWATER	PAEPA - MSU	FAD	13/05/2009	FUA	29 440 000,00	24	21,9	21,5	21,3
4	CAMWATER	Projet d'adduction d'eau potable de Douala Phase 2	Eximbank China	05/11/2009	USD	97 130 000,00	57	27,1	23,7	21,1
5	CAMWATER	Projet de Renforcement et d'Amélioration de l'Alimentation en Eau Potable dans 52 Centres (1�re tranche)	DEXIA	07/12/2009	EUR	10 537 343,00	7	-	-	-
6	CAMWATER	Projet de reconstruction d'une station de traitement d'eau potable à Yaoundé et remise en état et extension des réseaux et des infrastructures de transport et de distribution d'eau potable à Yaoundé, Ed�a, Bertoua et Ngaoundéré	BEI	30/12/2009	EUR	40 000 000,00	26	6,1	5,2	3,1
7	CAMWATER	Projet de Renforcement et d'Amélioration de l'Alimentation en Eau Potable dans 52 Centres (2 et 3 ème tranche) (8 villes et centre de LIMBE).	DEXIA	11/01/2011	EUR	17 042 079,90	11	0,0	-	-
8	CAMWATER	PDUJ Financement additionnel	IDA	29/12/2010	XDR	8 345 604,66	7	6,0	5,9	5,8
9	CAMWATER	Projet de Renforcement et d'Amélioration de l'Alimentation en Eau Potable dans 52 Centres (4eme tranche).	DEXIA	16/03/2012	EUR	11 457 250,29	8	0,7	0,3	0,3
10	CAMWATER	Projet d'alimentation en eau potable de neuf villes (Phase 1 Bafoussam, Bamenda, Kribi et Sangm�lima)	Eximbank China	30/10/2013	CNY	1 059 000 000,00	89	66,7	59,5	59,5
11	CAMWATER	Projet de Renforcement et d'Amélioration de l'Alimentation en Eau Potable dans 52 Centres (5eme tranche).	DEXIA	13/02/2014	EUR	14 050 311,68	9	2,4	1,9	1,9
12	CAMWATER	Densification des réseaux d'eau potable dans 11 villes au Cameroun	BELFIUS	25/07/2014	EUR	21 211 755,54	14	6,4	5,8	5,2
13	CAMWATER	Projet de réhabilitation de 14 systèmes d'eau potable	Belfius	27/10/2015	EUR	44 556 000,00	29	16,4	15,1	15,1
14	CAMWATER	Adduction en eau potable à Meyomesalla, Nkongsamba, Melong	Eksporkredit Norge	13/01/2017	EUR	57 525 400,00	38	15,1	12,9	10,7
15	CAMWATER	Projet d'adduction en eau potable 9 villes Phase 2	Eximbank Chine	22/03/2018	CNY	594 000 000,00	50	15,1	14,2	14,2
Total CAMWATER							392	224,0	203,9	196,0
16	CAMTEL	CDMA	EXIMBANK China	31/01/2007	CNY	350 000 000,00	29	6,6	4,8	4,8
17	CAMTEL	Backbone	EXIMBANK China	08/07/2009	USD	52 050 000,00	31	15,2	12,7	11,3
18	CAMTEL	National BroadBand Network	EXIMBANK China	19/07/2012	USD	168 300 000,00	99	68,2	58,5	54,1
19	CAMTEL	Backbone Expansion	EXIMBANK China	22/01/2015	CNY	513 000 000,00	43	34,5	30,2	30,2
20	CAMTEL	National BroadBand Network Phase 2	EXIMBANK China	08/12/2015	USD	337 121 984,15	199	174,9	153,2	145,5
TOTAL CAMTEL							402	299,4	259,4	246,0
21	SODECOTTON	Projet de développement coton et cultures (PDICV)	BID	04/04/2012	EUR	11 390 000,00	7	4,7	4,7	4,6
22	SODECOTTON	Financement de la campagne cotonnière 2018/2019	ITFC	27/12/2018	EUR	98 000 000,00	64	-	-	-
23	SODECOTTON	Financement de la campagne cotonnière 2019/2020	ITFC				64	22,3	22,3	22,3
24	SODECOTTON	Financement du projet d'importation d'engrais	BADEA	27/12/2018	USD	25 000 000,00	15	0,5	0,4	0,4
25	SODECOTTON	Financement de la modernisation des huileries de la SODECOTON	BADEA	28/12/2018	USD	10 000 000,00	6	-	-	-
TOTAL SODECOTTON							157	27,5	27,4	27,4
26	CNIC	Construction du Yard Pétrolier de Limbe	BADEA	22/02/2001	USD	12 000 000,00	7	1,8	1,4	1,4
27	CNIC	Construction du Yard Pétrolier de Limbe	ING	25/08/2004	EUR	14 963 685,50	10	-	-	-
28	CNIC	Construction du Yard Pétrolier de Limbe	BADEA	12/05/2009	USD	6 000 000,00	4	2,1	1,9	1,8
TOTAL CNIC							21	3,9	3,4	3,4
29	EDC	Projet de construction du barrage de Lom Pangar	AFD	31/07/2012	EUR	60 000 000,00	39	36,8	35,5	35,5
30	EDC	Projet de construction du barrage de Lom Pangar	BEI	07/09/2012	EUR	30 000 000,00	20	10,1	9,4	9,4
31	EDC	Projet de construction du barrage de Lom Pangar	IDA	31/07/2012	XDR	85 200 000,00	68	64,7	60,9	60,3
32	EDC	Projet Asst Technique pour le développement de l'Hydroélectricité de la Sanaga	IDA	28/02/2019	EUR	13 700 000,00	9	5,6	6,3	6,4
33	EDC	Projet Asst Technique pour le développement de l'Hydroélectricité de la Sanaga	IDA	28/02/2019	EUR	11 200 000,00	7	4,5	5,1	5,2
TOTAL EDC							144	121,8	117,3	116,9
34	CAMPOST	E-POST	EXIMBANK China	21/07/2011	CNY	433 000 000,00	36	21,9	18,8	18,8
35	SIC	1500 Logements sociaux	EXIMBANK China	12/01/2011	CNY	450 000 000,00	38	22,0	18,8	18,8
36	CCAA	PDST AERIEN	IBRD	20/04/2017	EUR	46 363 447,00	30	85	87	97
37	SONATREL	Projet de relise à niveau de réseau de transport d'électricité	IBRD	07/06/2017	EUR	291 100 000,00	191	128,8	132,3	139,5
38	SONARA	Projet d'importation du pétrole brut *	ITFC	19/02/2018	EUR	68 000 000,00	45	0,0	0,0	0,0
39	SONARA	Projet d'importation du pétrole par la SONARA*	ITFC	31/12/2021	EUR	83 500 000,00	55	10,9	6,5	1,8
40	ALUCAM	Financement mourabaha pour l'achat d'alumine et autres patieres premieres et leur	ITFC	29/05/2023	USD	15 000 000,00	9	0,6	6,1	0,6
TOTAL EMPRUNTS RETROCEDES							1 518	945,7	881,1	859,5

Source : CAA

II.1.3. DETTE INTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

II.1.3.1. ENCOURS DE LA DETTE INTERIEURE HORS RESTES A PAYER ET DETTE FLOTTANTE

Au 30 septembre 2025, la dette intérieure de l'Administration Centrale, hors Restes   Payer et dette flottante, s'établit   4 246 milliards de FCFA, soit 12,8% du PIB. Elle enregistre une hausse de 2,9% en variation mensuelle, se stabilise sur un trimestre, et est en hausse de 15,5% en glissement annuel, traduisant une dynamique soutenue de mobilisation des ressources financières domestiques au service des besoins de financement de l' tat.

Tableau 4 : Encours de la dette intérieure hors Restes à Payer et dette flottante

Rubriques	30 septembre 2024 ***	31 décembre 2024 ***	31 Janvier 2025 ***	28 février 2025 ***	31 mars 2025 ***	30 avril 2025 ***	31 mai 2025 ***	30 Juin 2025 ***	31 juillet 2025 ***	31 août 2025 ***	30 septembre 2025 ***
Titres Publics	1 965,6	1 983,6	2 062,3	2 109,5	2 125,2	2 023,9	2 088,4	2 096,9	2 344,9	2 337,8	2 323,8
Bons de Trésor Assimilable	454,4	455,4	534,0	581,2	555,8	492,2	537,7	561,2	599,2	592,1	568,1
OTA	1 100,0	1 117,1	1 117,1	1 117,1	1 158,2	1 120,5	1 139,5	1 124,5	1 344,5	1 334,5	1 344,5
OT	411,2	411,2	411,2	411,2	411,2	411,2	411,2	411,2	411,2	411,2	411,2
ECMR 6,25% 2022-2029	235,0	235,0	235,0	235,0	235,0	235,0	235,0	235,0	235,0	235,0	235,0
ECMR 2023 - multitranches	176,200	176,200	176,2	176,2	176,2	176,2	176,2	176,2	176,2	176,2	176,2
Emprunt consolidé BEAC	576,9	576,9	576,9	576,9	576,9	576,9	576,9	576,9	576,9	576,9	576,9
Allocation de DTS (FMI-BEAC)	180,0	180,0	180,0	180,0	180,0	180,0	180,0	180,0	180,0	180,0	180,0
Dette Structurée	867,0	935,9	930,8	930,8	920,3	953,6	946,8	967,1	975,4	966,2	1 114,1
Dette Structurée Bancaire	281,0	288,6	286,2	286,2	280,4	274,5	271,6	294,3	302,6	298,1	477,5
Dette Bancaire Titrisée	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7
ECOBANK	19,6	19,6	17,8	17,8	16,6	13,6	11,8	8,8	8,8	8,8	8,8
PLANUT 1	4,6	4,6	4,6	4,6	4,6	4,6	4,6	4,6	4,6	4,6	4,6
PLANUT 2	14,8	14,8	13,0	13,0	11,8	8,8	7,0	5,3	5,3	5,3	5,3
PLANUT 2 - substitue BGFI - tranche A	2,5	2,5	2,5	2,5	1,3	-	-	-	-	-	-
PLANUT 2 - substitue BGFI - tranche B	12,3	12,3	10,5	10,5	10,5	8,8	7,0	5,3	5,3	5,3	5,3
SIC-COFFOR	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
BGFI	5,3	5,3	5,3	5,3	4,8	4,3	3,6	3,6	3,6	3,6	3,6
PLANUT	3,4	3,4	3,4	3,4	2,9	2,4	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8
STADE IAPOMA	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8
Banque Atlantique Cameroun (PLANUT)	188,2	191,8	191,2	191,2	188,2	178,4	178,4	207,3	216,3	214,3	213,2
PLANUT	18,8	10,9	10,9	10,9	10,9	10,9	10,9	10,9	10,9	10,9	10,9
Cession de créance PAD	59,2	59,2	59,2	59,2	52,5	52,5	52,5	52,5	52,5	52,5	52,5
Cession de créance PAD 2024	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0
Cession de créance PAK 2021	13,8	13,8	13,8	13,8	13,8	13,8	13,8	13,8	13,8	13,8	13,8
Cession de créance PAK 2022	20,2	17,1	17,1	17,1	17,1	14,9	14,9	14,9	14,9	14,9	14,9
Cession de créance PAK 2024	9,0	11,0	10,4	10,4	10,4	10,4	10,4	10,4	10,4	10,4	10,4
Cession de créance CAMTEL	20,2	27,9	27,9	27,9	27,9	25,9	25,9	25,9	25,9	24,0	24,0
Cession de créance CSPH	27,0	27,0	27,0	27,0	27,0	27,0	27,0	27,0	27,0	27,0	27,0
Cession de créance CDC	-	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0
Cession créance GLOBEIQ (DPDC/KPDC) - AFG BANK	-	-	-	-	-	-	-	30,0	30,0	30,0	30,0
Cession créance PAD - AFG BANK	-	-	-	-	-	-	-	-	10,0	10,0	10,0
UBA	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
STADE OLEMBE	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
CCA BANK	17,4	16,3	16,3	16,3	15,3	15,3	15,3	15,3	15,3	15,3	29,3
Cession de créance CSPH	11,4	11,4	11,4	11,4	11,4	11,4	11,4	11,4	11,4	11,4	11,4
FCP coût résiduel achèvement Stade OLEMBE	5,9	4,9	4,9	4,9	3,8	3,8	3,8	3,8	3,8	3,8	2,8
Cession de créance CDC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5,0
Cession créance CAMTEL 2025	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10,0
CREDIT FONCIER	24,2	24,2	24,2	24,2	24,2	23,5	23,0	23,0	22,4	22,4	22,4
LOGEMENTS SOCIAUX	8,9	8,9	8,9	8,9	8,9	8,9	8,9	8,9	8,2	8,2	8,2
SIC ETAT SIEGE	15,3	15,3	15,3	15,3	15,3	14,7	14,2	14,2	14,2	14,2	14,2
SCB	6,0	4,8	4,8	4,8	4,8	4,8	4,8	4,8	4,8	2,2	2,2
Présidente Et Douala	6,0	4,8	4,8	4,8	4,8	4,8	4,8	4,8	4,8	2,2	2,2
SOCIETE GENERALE CAMEROUN	18,5	24,7	24,7	24,7	24,7	32,9	32,8	29,5	29,5	29,5	37,1
Cession de créances ENEO 2020	4,9	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	0,0
Cession de créances ENEO 2021 - Pool de 6 banques	11,3	8,0	8,0	8,0	8,0	4,8	4,8	1,5	1,5	1,5	0,0
Cession de créances TOTAL CAMEROUN	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cession de créance CDC	-	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	25,8
Cession de créance CAMRAIL	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	11,3
Emprunt bancaire / garante AFREXIMBANK	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	159,0
Dette structurée non bancaire	585,98	647,27	644,5	644,5	639,8	679,0	675,1	672,9	672,9	668,1	636,6
Dette titrisée	40,53	40,53	39,81	39,81	39,47	34,36	31,33	30,56	30,13	28,01	28,01
Dette croisée et B.T.P titrisée	40,5	40,5	39,8	39,8	39,5	34,4	31,3	30,6	30,1	28,0	28,0
Droits sociaux ex CAMAIR (16/09/08)	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3
PAD	18,5	18,5	18,5	18,5	18,5	18,5	18,5	18,5	18,5	18,5	18,5
SONARA	6,4	6,0	6,0	6,0	6,0	6,0	6,0	6,0	6,0	6,0	6,0
CFHEC	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0
Dette non titrisée	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9
Dette B.T.P non titrisée	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9
Dette vis-à-vis des Ent. Publ. et Parapubliques	470,36	457,81	456,31	456,31	452,68	451,18	451,18	450,18	440,18	438,18	438,18
CNPS	156,4	156,4	156,4	156,4	156,4	156,4	156,4	156,4	156,4	156,4	156,4
ALUCAM	2,95	2,95	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9
PAD	28,4	28,4	28,4	28,4	27,8	27,8	27,8	27,8	27,8	27,8	27,8
Convention N°5 dettes croisées Etat-PAD	27,8	27,8	27,8	27,8	27,8	27,8	27,8	27,8	27,8	27,8	27,8
PAK	7,6	7,6	7,6	7,6	7,6	7,6	7,6	7,6	7,6	7,6	7,6
CAMTEL	169,2	157,1	156,1	156,1	154,1	153,1	153,1	152,1	152,1	150,1	150,1
CAMWATER	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
EDC	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0
SOPECAM	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4
CDE/CAMWATER	18,7	18,7	18,7	18,7	18,7	18,7	18,7	18,7	18,7	18,7	18,7
CAMRAIL	7,5	7,5	7,5	7,5	7,5	7,5	7,5	7,5	7,5	7,5	7,5
SIC	27,9	27,9	27,9	27,9	26,9	26,9	26,9	26,9	26,9	26,9	26,9
CAMPOST	18,2	17,7	17,2	17,2	17,2	16,7	16,7	16,7	16,7	16,7	16,7
SONATREL	20,8	20,8	20,8	20,8	20,8	20,8	20,8	20,8	20,8	20,8	20,8
Dette vis-à-vis des Ent. Privées	74,22	148,06	147,56	147,56	146,81	192,60	191,73	191,23	201,66	201,07	169,50
BENEFICIAL (priva.SOCAR)	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
GLOBEIQ (DPDC/KPDC)	-	-	-	-	-	46,5	46,5	46,5	46,5	46,5	16,5
ENEO	40,1	40,1	40,1	40,1	40,1	40,1	40,1	40,1	40,1	40,1	40,1
G.I.D.E.P.F.E	18,7	15,6	15,1	15,1	14,3	13,6	13,1	12,6	12,6	12,6	11,6
HEVECAM SA	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	-	-	-	-	-
PAC INTERNATIONAL	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	10,4	9,8	9,3
HYSACAM	7,7	7,7	7,7	7,7	7,7	7,7	7,7	7,7	7,7	7,7	7,7
LES MINOTERIES DU CAMEROUN	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7
MARKETERS	3,9	80,8	80,8	80,8	80,8	80,8	80,8	80,8	80,8	80,8	80,8
CORLEY	3,9	3,9	3,9	3,9	3,9	3,9	3,9	3,9	3,9	3,9	3,9
AFRICA PETROLEUM	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9
BAJ SERVICE	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1
BLESSING PETROLEUM	8,2	8,2	8,2	8,2</							

La dette structurée constitue 26,2% de l'encours, correspondant à des emprunts contractés dans le cadre de conventions à maturité définie, souvent rattachés à des projets spécifiques ou à des programmes d'ajustement. À cela s'ajoutent 13,6% de créances consolidées auprès de la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC), traduisant un recours significatif aux mécanismes de soutien monétaire.

Les allocations de Droits de Tirage Spéciaux (DTS), affectées à la BEAC dans le cadre de la réponse régionale à la pandémie COVID-19 et aux chocs exogènes, représentent 4,2% de l'encours, tandis que la dette non structurée demeure résiduelle, à hauteur de 1,7%.

II.1.3.2. RESTES A PAYER

Sous réserve des données à consolider par le Trésor public dans le cadre des travaux de fin de période à fin septembre 2025, l'encours des Restes à Payer reste stable à 485,4 milliards de FCFA, dont 79,9% des RAP de plus de trois mois et 29,6% des RAP de moins de trois mois.

Tableau 5 : Encours des Restes à Payer

Libellé	30 septembre 2024 *	31 décembre 2024 *	31 mars 2025 **	30 avril 2025 ***	31 mai 2025 ***	30 juin 2025 ***	30 septembre 2025 ***
Montants en milliards de FCFA							
Restes à Payer de plus de trois mois	494,6	535,7	535,7	566,3	379,2	387,8	387,8
BIENS ET SERVICES	113,9	260,4	260,4	163,4	90,1	99,0	99,0
INVESTISSEMENTS ET FONDS DE CONTREPARTIE	95,4	88,3	88,3	79,6	11,6	43,4	43,4
AUTRES DEPENSES DU PERSONNEL	21,5	28,5	28,5	7,0	3,6	5,7	5,7
AUTRES TRANSFERTS	168,3	73,5	73,5	169,6	158,9	132,1	132,1
SUBVENTION	60,0	51,2	51,2	118,3	110,9	92,1	92,1
PARTICIPATION ET RESTRUCTURATION	34,0	31,5	31,5	28,4	4,1	15,5	15,5
DETTE INTERIEURE RESEAU BUDGET	1,4	2,2	2,2	-	-	-	-
Restes à Payer de moins de trois mois	64,5	318,0	318,0	60,2	106,1	163,1	163,1
BIENS ET SERVICES	14,4	126,3	126,3	30,7	47,0	72,3	72,3
INVESTISSEMENTS ET FONDS DE CONTREPARTIE	8,3	46,0	46,0	0,8	8,6	13,2	13,2
AUTRES DEPENSES DU PERSONNEL	3,4	17,4	17,4	0,7	2,3	3,5	3,5
AUTRES TRANSFERTS	22,2	62,3	62,3	19,5	29,1	44,6	44,6
SUBVENTION	8,8	24,8	24,8	7,7	11,6	17,7	17,7
PARTICIPATION ET RESTRUCTURATION	7,4	41,2	41,2	0,7	7,7	11,8	11,8
DETTE INTERIEURE RESEAU BUDGET	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL Restes à Payer	559,1	853,7	853,7	626,5	485,4	485,4	485,4

* données définitives

** données semi-définitives

*** données provisoires

Source : DGTCFM/CAA/CNDP

II.1.3.3. DETTE FLOTTANTE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Dans l'attente de l'actualisation des données, la dette flottante est estimée à 411,5 milliards de FCFA à fin septembre 2025, soit un niveau stable par rapport à fin décembre 2024, mais en recul de 10,8% par rapport à la même période de l'année dernière. Cette composante, caractérisée par sa volatilité, reste dominée par la dette salariale (73,7%), suivie de la dette commerciale (16,9%), la dette fiscal-douanière (6,7%), la dette locative (2,2%), la dette sociale (0,4%) et les indemnités (0,1%). Cette structure met en lumière le poids persistant des obligations salariales et la nécessité de renforcer les mécanismes de contrôle des engagements à court terme.

Tableau 6 : Encours de la dette flottante

Dettes flottantes de l'Administration centrale	30 septembre 2024 ***	31 décembre 2024 ***	31 mars 2025 ***	30 Juin 2025 ***	30 septembre 2025 ***
Montant en milliards de FCFA					
Dettes salariales	303,3	303,3	303,3	303,3	303,3
Dettes fiscal-douanières	77,6	27,6	27,6	27,6	27,6
Dettes commerciales	69,5	69,5	69,5	69,5	69,5
Dettes académiques	-	-	-	-	-
Dettes locatives	9,1	9,1	9,1	9,1	9,1
Dettes sociales	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6
Indemnités	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Total	461,5	411,5	411,5	411,5	411,5

* données définitives

** données semi-définitives

*** données provisoires

Source : DGB/CAA

II.2. DETTE DES DEMEMBREMENTS DE L'ETAT

II.2.1. DETTE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS

La dette directe des entités publiques, en complément de la dette rétrocédée par l'État, est estimée à 952 milliards de FCFA au 30 septembre 2025, soit 2,9% du PIB. Elle est constituée de : (i) 47,3% de dette extérieure ; (ii) 32,2% de dette intérieure, incluant les dettes fournisseurs de la SONARA ; et (iii) 20,4% de dette flottante.

II.2.1.2. DETTE DIRECTE INTÉRIEURE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS (hors dette flottante)

L'encours de la dette intérieure des Entreprises et Établissements Publics s'élève à 306,7 milliards de FCFA. Il enregistre des baisses respectives de 1% par rapport au mois précédent, de 2,1% en variation trimestrielle et de 10,4% en glissement annuel. La SONARA constitue le principal emprunteur de cette catégorie, avec une dette (bancaire et fournisseurs) de 205,5 milliards de FCFA, représentant 67% de cet encours.

Tableau 7 : Encours de la dette intérieure des entreprises et établissements publics

Dettes financières Intérieures des entreprises publiques et parapubliques	30 septembre 2024 ***	31 décembre 2024 ***	31 Mars 2025 ***	30 Juin 2025 ***	30 septembre 2025 ***
SCDP	-	-	-		
SONARA	228.8	223.2	217.4	211.5	205.5
SONARA Dette Bancaire	200.0	194.3	188.5	182.7	176.7
SONARA Dette Fournisseur	28.8	28.8	28.8	28.8	28.8
CAMAIR-CO	62.4	62.4	62.4	62.4	62.4
CAMTEL	24.6	22.2	19.8	17.4	15.0
CAMWATER	5.2	5.2	5.2	5.2	5.2
CDC	9.4	9.4	9.4	9.4	9.4
FEICOM	7.6	7.6	7.6	7.6	7.6
MEAO	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
PAD	7.0	5.6	4.2	2.9	1.5
Total Dette intérieure	345.1	335.6	326.1	316.5	306.7

*** données provisoires non exhaustives - en cours de finalisation

Source : Ex_CTR/CAA

II.2.1.3. DETTE EXTÉRIEURE DIRECTE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS, NON AVALISÉE PAR L'ETAT

Au 30 septembre 2025, l'encours de la dette extérieure directe des Entreprises et Établissements Publics est estimé à 450,4 milliards de FCFA, incluant les dettes fournisseurs et d'exploitation de la SONARA et de la CAMAIR-CO, qui concentrent à elles seules 95,7% de la dette extérieure totale des entités publiques.

Tableau 8 : Encours de la dette extérieure des entreprises et établissements publics.

Dettes financières extérieures des entreprises publiques et parapublique	30 septembre 2024 ***	31 décembre 2024 ***	31 mars 2025 ***	30 Juin 2025 ***	30 septembre 2025 ***
	Montants en Milliards de FCFA				
ADC	11.4	11.4	11.4	11.4	11.4
SONARA	396.3	410.5	408.2	371.1	368.7
CAMAIR-CO	61.6	61.6	61.6	61.6	61.6
PAD	9.6	9.6	8.8	8.8	8.8
TOTAL	478.9	493.0	490.0	452.8	450.4

* données définitives *** données

Source : Ex_CTR/CAA

II.2.1.4. DETTE FLOTTANTE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS

S'agissant de la dette flottante, elle est maintenue à environ 194,4 milliards de FCFA à fin septembre 2025. Sa répartition se présente comme suit : (i) 71,0% de dette fiscalo-douanière ; (ii) 19,3% de dette commerciale ; (iii) 8,1% de dette académique ; (iv) 0,4% de dette sociale ; et (v) 0,001% de dette locative.

Tableau 9 : Encours de la dette flottante des entreprises et établissements publics

Dettes flottantes des Entreprises et Etablissements Publics	30 septembre 2024 ***	31 décembre 2024 ***	31 mars 2025 ***	30 Juin 2025 ***	30 septembre 2025 ***
Montant en milliards de FCFA					
Dettes salariales	-	-	-	-	-
Dettes fiscalo-douanières	138.1	138.1	138.1	138.1	138.1
Dettes commerciales	37.5	37.5	37.5	37.5	37.5
Dettes académiques	15.7	15.7	15.7	15.7	15.7
Dettes locatives	0.002	0.002	0.002	0.002	0.002
Dettes sociales	3.1	3.1	3.1	3.1	3.1
Indemnités	-	-	-	-	-
Total	194.4	194.4	194.4	194.4	194.4

Source : DGB/CAA

II.2.2. DETTE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES DECENTRALISEES

L'encours de la dette financière à moyen terme des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD's) recensé pour l'instant s'élève à 26 milliards de FCFA, dont 38,5% de dette directe auprès des Banques locales et 62,5% de dette flottante demeure statique depuis plus d'un an. Divers travaux en cours, notamment la notification semestrielle/annuelle de la dette publique auprès des CTD's se poursuivent afin de déterminer la réelle exposition de ces entités.

II.2.2.1. DETTE INTERIEURE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES DECENTRALISEES (hors dette flottante et dette FEICOM)

L'encours de la dette financière intérieure des CTD's est estimé à environ 10,2 milliards de FCFA, conformément aux précédentes évaluations. Cette dette résulte de deux (02) conventions conclues avec la banque UBA.

Comme indiqué précédemment, les travaux pour retracer cette dette se poursuivent.

Tableau 10 : Encours de la dette intérieure recensée des CTD's

N°	CREANCIER	CTD BENEFICIAIRE	Encours au 30 Septembre 2024 ***	Encours au 31 décembre 2024 ***	Encours au 31 mars 2025 ***	Encours au 30 Juin 2025 ***	Encours au 30 Septembre 2025 ***
1	UBA	MAIRIE DE LA VILLE DE DOUALA	10.2	10.2	10.2	10.2	10.2
TOTAL EN MILLIARDS DE FCFA			10.2	10.2	10.2	10.2	10.2

Source : CAA

II.2.2.2. DETTE FLOTTANTE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES DECENTRALISEES

À fin septembre 2025, l'encours de la dette flottante des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD's) demeure inchangé par rapport aux estimations du 31 décembre 2024, s'élevant à 15,8 milliards de FCFA. Cette dette se répartit de la manière suivante : (i) 92,9% de dette commerciale ; (ii) 6,2% de dette sociale ; (iii) 1,0% de dette fiscalo-douanière; et (iv) 0,02% de dette locative.

Tableau 11 : Encours de la dette flottante des CTD's

Dettes flottantes des CTD's	30 septembre 2024 ***	31 décembre 2024 ***	31 mars 2025 ***	30 Juin 2025 ***	30 septembre 2025 ***
Montant en milliards de FCFA					
Dettes salariales	-	-	-	-	-
Dettes fiscalo-douanières	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2
Dettes commerciales	14.7	14.7	14.7	14.7	14.7
Dettes académiques	-	-	-	-	-
Dettes locatives	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Dettes sociales	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0
Indemnités	-	-	-	-	-
Total	15.8	15.8	15.8	15.8	15.8

Source : CAA

II.3. PASSIFS CONDITIONNELS EXPLICITES DE L'ETAT

Au 30 septembre 2025, les passifs conditionnels explicites de l'État intégrant la dette avalisée ainsi que les engagements liés aux Partenariats Public-Privé (PPP), sont estimés à 4 897 milliards de FCFA, dont 99,5% concernent les PPP actifs à cette date.

II.3.1. DETTE AVALISEE PAR L'ETAT

L'encours de la dette avalisée est estimé à 1,7 milliard de FCFA, soit 0,01% du PIB. Cet encours enregistre une baisse de 51,3% par rapport à la même période de l'année précédente, et ne présente aucune variation sur les trois derniers mois.

Il importe de relever que le 19 août 2025, la BDEAC a signé trois (03) conventions de financements garanties à hauteur de 50% par l'Etat avec des entreprises privées pour un montant global d'environ 26,9 milliards de FCFA. Ces prêts ont été accordés aux entreprises ci-après : (i) LP Industrie S.A pour un montant de 8,9 milliards, Groupe SOHAING SAS pour un montant de 15 milliards de FCFA et CAMAS S.A. pour un montant de 3 milliards de FCFA. Les décaissements successifs suivant l'exécution des projets bénéficiaires viendront en augmentation de l'encours de la dette avalisée par l'Administration Centrale.

Tableau 12 : Encours de la dette avalisée par l'Etat

N°	CREANCIER	ENTREPRISE BENEFICIAIRE	30 septembre 2024 ***	31 décembre 2024 ***	31 mars 2025 ***	30 juin 2025***	30 septembre 2025 ***
1	AFD	PAD	-	-	-	-	-
2	AFDB	DPDC	-	-	-	-	-
3	FMO	DPDC	-	-	-	-	-
4	IFC	DPDC	-	-	-	-	-
5	AFDB	KPDC	2.2	1.5	1.5	0.7	0.7
6	BDEAC	KPDC	0.8	0.5	0.5	0.3	0.3
7	EIB	KPDC	2.2	1.5	1.5	0.7	0.7
TOTAL EN MILLIARDS DE FCFA			5.2	3.5	3.5	1.7	1.7

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

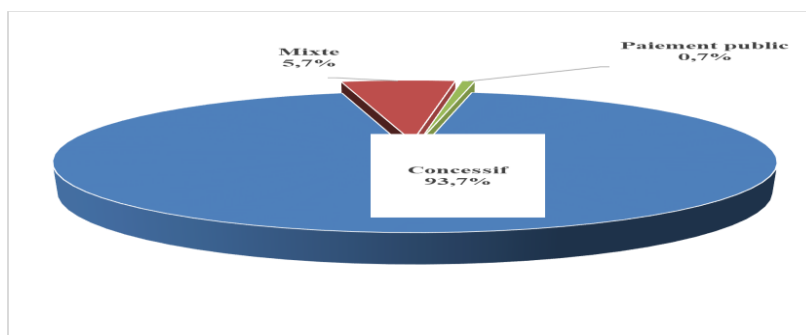
Source : MINFI/CAA

II.3.2. PARTENARIAT PUBLIC PRIVÉ (PPP)

Sous réserve de la mise à jour des données par le CARPA et les entités sectorielles concernées, le montant total des investissements réalisés sous forme de PPP est estimé à 4 895,1 milliards de FCFA. Cette estimation exclut le projet de construction de la voie ferrée reliant le Cameroun au Congo, qui se divise en plusieurs phases, avec un coût global évalué à 5 400 milliards de FCFA.

Le portefeuille des PPP se divise en trois principales catégories : les PPP concessifs, qui représentent la majorité avec 93,7% du total, suivis des PPP mixtes avec 5,7%, et enfin les PPP à paiement public, qui ne représentent que 0,6%.

Graphique 3 : Répartition du montant total des PPP selon ses différentes formes



Source : CAA/ CARPA /CNDP

A fin septembre 2025, la liste des projets signés et réalisés en PPP est indiquée dans le tableau ci-après :

Tableau 13 : Liste des projets signés sous forme de PPP

	Objet du projet	Partenaire public	Date de signature	Type de PPP	Montant de l'investissement au 30 septembre 2024 ***	Montant de l'investissement au 31 décembre 2024 ***	Montant de l'investissement au 31 Mars 2025 ***	Montant de l'investissement au 30 juin 2025 ***	Montant de l'investissement au 30 septembre 2025***
1	Modernisation du système informatique de la Douane au Cameroun	MINFI	signé le 04/09/2015, et entré en vigueur le 01/06/2017	Païement public	30,4	30,4	30,4	30,4	30,4
2	Kiosques urbains dans la ville de Douala (1400 kiosques)	CUD		Concessif	6,8	6,8	6,8	6,8	6,8
3	Construction de 6 immeubles de rapport à Okolo-Yaoundé	CNPS	13/04/2017	Mixte	11	11	11	11	11
4	Autoroute Kribi-Lolabé	MINTP	30/12/2020	Mixte	66,6	66,6	66,6	66,6	66,6
5	Projet de mise en place de la couverture santé universelle	MINSANTE	27/08/2020	Concessif	63,47	63,47	63,47	63,47	63,47
6	Construction de 14 postes de péage dans les principaux axes routiers du Cameroun	MINTP	18/05/2020	Païement public	0	0	0	0	0
7	Financement, conception, construction, exploitation et maintenance Kiosques multifonctions pour la ville de Yaoundé	CUY		Concessif	3,7	3,7	3,7	3,7	3,7
8	Projet de financement, conception, construction, aménagement, exploitation et maintenance d'entrepôts publics au Port de Douala-Bonabéri	CCIMA	01/06/2022	Concessif	4,18	4,18	4,18	4,18	4,18
9	Contrôle des axes routiers en vue de la réduction des accidents	MINT	18/02/2022	Concessif	11,7	11,7	11,7	11,7	11,7
10	Projet de réalisation de Centres hospitaliers ambulatoires à Bertoua et à Douala	MINSANTE	02/12/2021	Concessif	7,7	7,7	7,7	7,7	7,7
11	projet de construction du chemin de fer reliant MBALAM au port de Kribi	MINT	24/02/2022	Concessif	2001,0	2001,0	2001,0	2001,0	2001,0
Total (CARPA)					2 206,5	2 206,5	2 206,5	2 206,5	2 206,5
1	Projet de construction du barrage hydroélectrique de NACHTIGAL	NHPC - Nachtigal Hydro Power Company	01/11/2018	Concessif	787,1	787,1	787,1	787,1	787,1
2	Projet de construction du Terminal à conteneur du Port de Kribi	MINT et PAK	27/07/2017	Concessif	725,5	725,5	725,5	725,5	725,5
3	construction de magasin de Cale	PAD	01/07/2021	Concessif	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0
4	Projet de construction du Terminal minier du Port de Kribi	MINT et PAK	25/02/2022	Concessif	202,4	202,4	202,4	202,4	202,4
5	Construction du Terminal à marchandise générale	PAK	12/07/1905	Concessif	266,6	266,6	266,6	266,6	266,6
6	Construction, gestion et maintenance du marché Congo à Douala	Communauté Urbaine de Douala	12 septembre 2012	Concessif	27,8	27,8	27,8	27,8	27,8
7	Réhabilitation du laboratoire central de l'hôpital général de Yaoundé	Hôpital Général de Yaoundé	17 août 2015	Païement public	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
8	Approvisionnement supplémentaire de 50 000 m3 d'eau /jour dans la ville de Yaoundé	ETAT/ Ministère de l'Eau et de l'Energie	01/12/2014	Concessif	26,0	26,0	26,0	26,0	26,0
9	Transport urbain de masse dans la ville de Yaoundé	MINT/CUY	31/08/2016	Mixte	17,0	17,0	17,0	17,0	17,0
10	Réhabilitation de la blanchisserie de l'Hôpital Général de Douala	HGD	12/10/2017	Païement public	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
11	Réhabilitation, exploitation et maintenance de l'immeuble CNPS Avenue de Gaulle à Douala	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS)	23 octobre 2017	Concessif	13,0	13,0	13,0	13,0	13,0
12	Gare routière de SODIKO	CUD	28/07/2017	Concessif	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
13	Autoroute Kribi-Lolabé	MINTP	30/12/2020	Mixte	183,4	183,4	183,4	183,4	183,4
14	Projet d'exploitation industrielle du gisement de fer Lobe-Kribi	MINMIDT	06/05/2022	Concessif	420,0	420,0	420,0	420,0	420,0
15	Pour Mémoire, le projet de construction du chemin de fer Cameroun-Congo constitué pour la partie camerounaise des phases ci-après : (i) Projet de construction du Terminal minier du Port de Kribi d'un montant de 202,4 milliards de FCFA; (ii) projet de construction du chemin de fer reliant MBALAM au port de Kribi d'un montant de 2 001,0 milliards de FCFA	MINT et PAK	06/05/2022	concessif	5400,0	5400,0	5400,0	5400,0	5400,0
Total Général					4 895,1	4 895,1	4 895,1	4 895,1	4 895,1

Source :CAA/CARPA/CNDP

Afin de mieux encadrer les engagements liés aux PPP et de limiter les risques y associés, une nouvelle Loi régissant le régime général des contrats a été adoptée en juillet 2023. Cette réforme a pour objectif de renforcer la réglementation et la gouvernance des projets PPP au Cameroun.

III. SERVICE DE LA DETTE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

En septembre 2025, l'État a réglé environ 110,2 milliards de FCFA au titre du service de la dette, hors Restes à Payer et remboursement des Bons du Trésor Assimilables (BTA). Ce montant est constitué à 90,2% (soit 99,4 milliards de FCFA) du remboursement du principal, et à 9,8% (soit 10,8 milliards de FCFA) du paiement des intérêts et autres frais.

S'agissant de la répartition par catégorie de créanciers, la dette a été réglée à 47,6% en faveur des créanciers extérieurs et à 52,4% pour la dette intérieure.

Le service cumulé de la dette à fin septembre 2025 s'élève à 1 030,3 milliards de FCFA (soit une exécution de 65,1% par rapport aux prévisions annuelles inscrites dans la Loi de Finances), dont 804,2 milliards de FCFA pour le remboursement du principal (78% du service), et 226,2 milliards de FCFA pour le paiement des intérêts et commissions (22% du service).

Tableau 14 : Service de la dette publique en milliards de FCFA

(Montant en milliards de FCFA)	Service effectif Septembre 2024 *			Cumul service effectif Janvier - Décembre 2024 *			Service effectif Septembre 2025 ***			Cumul service effectif Janvier - Septembre 2025 ***		
	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total
Dettes extérieures	39,1	12,1	51,2	690,2	252,4	942,6	42,8	9,4	52,3	556,4	200,6	757,0
Multilatérale	14,6	7,4	22,0	156,7	92,4	249,1	11,6	3,5	15,2	112,9	53,1	166,0
Bilatérale	14,4	1,7	16,0	342,9	101,2	444,1	22,5	4,9	27,4	322,2	83,9	406,1
Commerciale	10,1	3,0	13,1	190,6	58,8	249,4	8,7	1,0	9,7	121,3	63,5	184,9
Dettes intérieures (hors RAP)	22,2	14,4	36,6	324,3	109,1	433,4	56,5	1,3	57,9	247,8	25,6	273,3
Titres publics (hors BTA)	-	8,8	8,8	148,5	84,1	232,6	-	-	-	100,6	11,3	111,9
Dettes structurées	22,1	5,6	27,7	174,5	25,0	199,5	40,7	1,3	42,0	130,9	14,3	145,2
Dettes non structurées	0,1	-	0,1	1,3	-	1,3	15,9	-	15,9	16,2	-	16,2
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Dette Publique	61,3	26,5	87,8	1 014,5	361,6	1 376,0	99,4	10,8	110,2	804,2	226,2	1 030,3

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

III.1. SERVICE DE LA DETTE EXTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Au titre du mois de septembre 2025, l'État a effectué des paiements d'un montant total de 52,3 milliards de FCFA pour le règlement du service de la dette extérieure. Ce montant se décompose en 42,8 milliards de FCFA de remboursement du capital (principal) et 9,4 milliards de FCFA pour le paiement des intérêts et commissions. La répartition des paiements indique que 29,1% ont été versés aux créanciers multilatéraux, 52,4% aux créanciers bilatéraux, et 18,5% en faveur des partenaires commerciaux.

De janvier à septembre 2025, le cumul du service de la dette extérieure s'élève à 757,0 milliards de FCFA, dont 556,4 milliards de FCFA au titre du principal et 200,6 milliards de FCFA pour les intérêts et commissions. Ces paiements ont été effectués pour 53,6% au profit des créanciers bilatéraux, 24,4% en faveur des partenaires commerciaux, et 21,9% envers les bailleurs de fonds multilatéraux.

Tableau 15 : Service de la dette extérieure

(Montant en milliards de FCFA)	Service effectif Septembre 2024 *			Cumul service effectif Janvier - Décembre 2024 *			Service effectif Septembre 2025 ***			Cumul service effectif Janvier - Septembre 2025 ***		
	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total
Baillleurs												
Multilatéral	14,6	7,4	22,0	156,7	92,4	249,1	11,6	3,5	15,2	112,9	53,1	166,0
BAD	6,3	4,2	10,4	29,4	32,0	61,3	-	0,7	0,7	22,4	19,9	42,4
BADEA	0,6	0,1	0,7	2,0	0,4	2,4	0,6	0,1	0,7	1,7	0,6	2,3
BDEAC	-	-	-	6,4	2,0	8,4	1,4	0,1	1,5	2,7	0,3	3,0
BEI	0,6	0,1	0,8	3,7	0,5	4,2	0,7	0,1	0,8	3,7	0,4	4,0
BID	-	-	-	18,5	13,0	31,5	0,4	0,0	0,4	17,5	8,8	26,3
BIRD	-	-	-	9,3	17,3	26,6	-	-	-	7,9	8,0	15,9
FAD	1,1	0,6	1,7	6,7	3,8	10,5	1,2	0,5	1,7	5,0	2,7	7,6
FED	-	-	-	0,1	0,0	0,1	-	-	-	-	-	-
FIDA	0,2	0,2	0,4	1,3	0,5	1,8	0,4	0,1	0,6	2,3	0,5	2,8
FMI	-	-	-	46,6	8,7	55,4	-	-	-	19,4	-	19,4
FSN	-	-	-	0,1	0,0	0,1	-	-	-	0,0	0,0	0,1
FSOPEP	0,1	0,0	0,1	2,5	0,3	2,8	0,1	0,0	0,1	1,3	0,1	1,4
IDA	5,6	2,3	7,9	30,2	13,9	44,1	7,0	1,8	8,8	29,1	11,8	40,8
Bilatéral	14,4	1,7	16,0	342,9	101,2	444,1	22,5	4,9	27,4	322,2	83,9	406,1
AFD	6,2	0,3	6,5	57,3	11,3	68,6	6,2	0,3	6,5	77,9	12,1	90,1
BELGIQUE	-	-	-	1,2	-	1,2	-	-	-	0,1	-	0,1
EXIMBANK CHINE	7,4	1,2	8,6	219,5	72,3	291,8	8,2	1,1	9,3	210,5	60,5	270,9
EXIMBANK CORREE	-	-	-	1,2	0,4	1,6	-	-	-	0,9	0,1	1,0
EXIMBANK INDE	-	-	-	7,7	4,1	11,8	2,5	1,4	3,9	7,4	3,4	10,8
EXIMBANK Turquie	-	-	-	11,5	6,3	17,8	4,3	2,0	6,3	15,8	6,9	22,7
EXIMBANK USA	-	-	-	5,6	1,3	6,8	-	-	-	2,6	0,4	3,1
FKDEA	-	-	-	1,6	0,3	1,9	0,2	0,0	0,2	1,2	0,2	1,4
France	-	-	-	26,9	4,7	31,6	-	-	-	-	-	-
FSD	0,3	0,0	0,4	2,5	0,1	2,6	0,3	0,0	0,4	0,9	0,1	1,0
JICA	0,5	0,1	0,5	1,4	0,2	1,6	0,8	0,0	0,8	1,8	0,1	2,0
KFW	-	-	-	0,7	0,1	0,7	-	-	-	0,4	0,1	0,5
HERMES	-	-	-	0,9	0,0	0,9	-	-	-	0,4	0,0	0,4
SERV	-	-	-	0,3	0,0	0,3	-	-	-	0,0	0,0	0,0
Norvège (EKSPORTKREDITT NORGE SA)	-	-	-	4,4	0,2	4,6	-	-	-	2,2	0,1	2,3
Espagne /ICO	-	-	-	0,4	0,0	0,4	-	-	-	0,1	0,0	0,1
Commercial	10,1	3,0	13,1	190,6	58,8	249,4	8,7	1,0	9,7	121,3	63,5	184,9
AFRICAN EXPORT IMPORT BANK	-	-	-	-	2,0	2,0	-	-	-	-	1,4	1,4
Bank of China	2,8	2,2	5,0	20,6	9,1	29,7	2,6	0,3	2,9	20,7	5,3	26,0
BANK OF TOKYO	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
BELFIUS BANQUE SA	-	-	-	7,7	1,5	9,1	-	-	-	4,1	0,7	4,8
CITI GROUP	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	16,7	16,7
CHINA CITIC BANK	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,7	0,7
Commerzbank	-	-	-	7,2	1,6	8,7	-	-	-	3,3	1,5	4,8
DEUTSCHE BANQUE ESPAGNE	-	0,0159	0,0	8,6	2,3	10,9	-	0,1	0,1	4,1	1,5	5,7
Eurobond N°1 et N° 2	-	-	-	30,9	32,4	63,3	-	-	-	-	28,4	28,4
INTESA/CLIFFORD	3,1	0,5	3,5	12,9	1,8	14,8	3,1	0,4	3,5	9,9	1,1	11,0
ITFC	3,6	0,3	3,9	84,0	1,4	85,3	2,3	0,2	2,5	56,6	0,8	57,4
KBC Bank sa	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
RAIFFESSEN BANK	-	-	-	0,4	0,1	0,5	0,1	-	0,1	0,5	0,0	0,5
Société Générale / Eximbank USA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
STANDARD CHARTERED BANK	0,6	0,1	0,7	12,9	5,8	18,7	0,6	0,0	0,6	18,7	4,8	23,5
BMCE Bank	-	-	-	5,5	1,0	6,4	-	-	-	3,4	0,6	4,0
Unicredit Bank	-	-	-	-	0,0	0,0	-	-	-	-	0,0	0,0
Non résidents ECMR	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Général	39,1	12,1	51,2	690,2	252,4	942,6	42,8	9,4	52,3	556,4	200,6	757,0

* données définitives

** données semi-définitives

*** données provisoires

Source : CAA

III.2. SERVICE DE LA DETTE INTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

III.2.1. SERVICE DE LA DETTE INTERIEURE HORS RESTES A PAYER ET DETTE FLOTTANTE

L'Administration Centrale a payé un service de la dette intérieure de 57,9 milliards de FCFA au mois de septembre 2025, hors Restes à Payer et Bons du Trésor Assimilables (BTA). Ce montant a été destiné à 71,9% au règlement de la dette structurée et 28,1% à la reprise de la dette de la CDC.

De janvier à septembre 2025, le service cumulé de la dette intérieure s'élève à 273,3 milliards de FCFA, dont 90,6% destiné au paiement du principal et 9,4% aux charges d'intérêts et commissions.

L'analyse de la composition du service réglé sur les neuf (09) premiers mois de l'année révèle que 41,4% des paiements ont été affectés au règlement des titres publics, tandis que 53,7% ont concerné le remboursement de la dette structurée.

Tableau 16: Service de la dette intérieure hors Restes à Payer

(Montant en milliards de FCFA)	Service effectif Septembre 2024 ***			Cumul service effectif Janvier - Décembre 2024 ***			Service effectif Septembre 2025 ***			Cumul service effectif Janvier - Septembre 2025 ***		
	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total
Titres Publics (hors remboursement BTA)	-	8,8	8,8	148,5	84,1	232,6	-	-	-	100,6	11,3	111,9
Bons de Trésor Assimilable	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissions	37,8	-	37,8	899,1	-	899,1	71,8	-	71,8	812,8	-	812,8
Remboursements	30,1	-	30,1	863,0	-	863,0	95,8	-	95,8	700,0	-	700,0
Financement net	7,7	-	7,7	36,1	-	36,1	- 23,9	-	- 23,9	112,8	-	112,8
Obligation de Trésor Assimilable	-	8,8	8,8	148,5	58,7	207,2	-	-	-	100,6	11,3	111,9
Obligation de Trésor (Emprunts obligataires)	-	-	-	-	25,4	25,4	-	-	-	-	-	-
ECMR 2023 - multitranches	-	-	-	-	25,4	25,4	-	-	-	-	-	-
Dettes Structurées	22,1	5,6	27,72	174,5	25,0	199,50	40,7	1,3	42,0	130,9	14,3	145,2
Dettes Structurées Bancaires	15,4	3,2	18,6	117,1	13,8	130,9	9,1	1,3	10,4	50,9	9,5	60,4
ECOBANK	1,8	0,2	1,9	7,3	0,8	8,0	-	0,0	0,0	10,8	0,7	11,5
PLANUT	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,3	0,1	1,3
PLANUT 2	1,8	0,2	1,9	7,3	0,8	8,0	-	0,0	0,0	9,5	0,7	10,2
PLANUT 2 - substitue BGFI - tranche A	-	-	-	3,8	0,4	4,1	-	-	-	2,5	0,3	2,8
PLANUT 2 - substitue BGFI - tranche B	1,8	0,2	1,9	3,5	0,4	3,9	-	0,0	0,0	7,0	0,4	7,4
BGFI	1,1	0,9	2,1	5,8	2,1	7,9	-	-	-	1,7	0,3	2,0
PLANUT	1,1	0,9	2,1	3,3	2,0	5,2	-	-	-	1,7	0,3	2,0
JAPOMA	-	-	-	2,5	0,1	2,6	-	-	-	-	-	-
Banque Atlantique Cameroun	12,5	1,9	14,4	67,2	8,2	75,4	4,8	0,8	5,6	22,3	5,9	28,2
PLANUT	4,0	0,1	4,0	39,6	2,1	41,7	-	-	-	-	-	-
Cession de créance PAD	3,6	0,7	4,3	10,6	2,3	13,0	-	-	-	6,7	0,7	7,3
Cession de créance PAD 2024	-	-	-	-	-	-	3,7	0,6	4,3	3,7	1,1	4,8
Cession de créance PAK 2021	3,1	0,4	3,5	5,1	0,7	5,8	-	-	-	4,1	0,3	4,4
Cession de créance PAK 2022	-	-	-	6,2	0,9	7,1	1,1	0,2	1,3	3,3	0,8	4,1
Cession de créance PAK 2024	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,6	0,9	1,5
Cession de créance CAMTEL	1,9	0,3	2,2	5,7	1,1	6,8	-	-	-	3,9	0,7	4,6
Cession de créance CSPH	-	0,4	0,4	-	1,1	1,1	-	-	-	-	1,0	1,0
UBA	-	-	-	1,8	0,1	1,9	-	-	-	-	-	-
STADE OLEMBE	-	-	-	1,8	0,1	1,9	-	-	-	-	-	-
CCA BANK	-	0,2	0,2	2,1	0,7	2,7	1,0	0,1	1,2	2,1	0,8	2,9
CCA/CSPH/MINFI	-	0,2	0,2	-	0,2	0,2	-	0,0	0,0	-	0,3	0,3
FCP coût résiduel achèvement Stade OLEMBE	-	-	-	2,1	0,5	2,6	1,0	0,1	1,2	2,1	0,5	2,6
CREDIT FONCIER	-	-	-	1,7	0,1	1,7	-	-	-	1,8	0,1	1,9
LOGEMENTS SOCIAUX	-	-	-	0,7	0,1	0,7	-	-	-	0,7	0,1	0,7
SIC ETAT SIEGE	-	-	-	1,0	-	1,0	-	-	-	1,2	-	1,2
SCB	-	-	-	2,5	0,5	3,0	-	-	-	2,5	0,3	2,8
Pénétrante Est Douala	-	-	-	2,5	0,5	3,0	-	-	-	2,5	0,3	2,8
SOCIETE GENERALE CAMEROUN	-	0,0	0,0	28,8	1,4	30,3	3,2	0,3	3,6	9,7	1,3	11,1
Cession de créances ENFO 2020	-	-	-	13,8	0,8	14,5	1,7	0,0	1,8	1,7	0,0	1,8
Cession de créances ENFO 2021	-	0,0	0,0	10,6	0,5	11,1	1,5	0,0	1,6	8,0	0,3	8,3
Cession de créance CDC	-	-	-	-	-	-	-	0,3	0,3	-	0,6	0,6
Cession de créance CAMRAIL	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,4	0,4
Dettes structurées non bancaires	6,7	2,4	8,6	57,3	11,3	65,6	31,6	-	31,6	80,0	4,8	84,8
Dettes titrisées	5,6	2,4	8,0	27,9	11,3	37,7	-	-	-	12,5	4,8	17,3
Dettes croisées et B.T.P. titrisées	5,6	2,4	8,0	18,9	9,7	28,6	-	-	-	12,5	4,8	17,3
Dettes non titrisées	1,1	-	0,6	29,4	-	27,9	31,6	-	31,6	67,5	-	67,5
Dettes vis-à-vis des Ent. Publ. et Parapubliques	1,1	-	0,6	21,4	-	19,9	-	-	-	30,9	-	30,9
PAD	0,6	-	0,6	1,9	-	1,9	-	-	-	10,6	-	10,6
Paiement guichet DGTCFM/Jean de Nul	0,6	-	0,6	1,9	-	1,9	-	-	-	0,6	-	0,6
Convention N°5 dettes croisées Etat-PAD	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10,0	-	10,0
CAMTEL	-	-	-	8,5	-	8,5	-	-	-	7,0	-	7,0
CAMWATER	-	-	-	1,0	-	1,0	-	-	-	-	-	-
CAMRAIL	-	-	-	-	-	-	-	-	-	11,3	-	11,3
SIC	-	-	-	6,0	-	6,0	-	-	-	1,0	-	1,0
CAMPOST	0,5	-	0,5	2,0	-	2,0	-	-	-	1,0	-	1,0
SONATREL	-	-	-	2,0	-	2,0	-	-	-	-	-	-
Dettes vis-à-vis des Ent. Privées	-	-	-	8,1	-	8,1	31,6	-	31,6	36,5	-	36,5
GLOBELEQ (KPDC/DPDC)	-	-	-	-	-	-	30,0	-	30,0	30,0	-	30,0
G.I.D.E.P.P.E	-	-	-	5,5	-	5,5	1,0	-	1,0	4,0	-	4,0
HEVECAM SA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,4	-	0,4
PAC INTERNATIONAL	-	-	-	2,6	-	2,6	0,6	-	0,6	2,2	-	2,2
Dettes Non Structurées	0,1	-	0,1	1,3	-	1,3	15,9	-	15,9	16,2	-	16,2
Dettes Commerciales	-	-	-	0,2	-	0,2	0,1	-	0,1	0,2	-	0,2
Dettes Locatives	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	-	-	-	0,0	-	0,0
Indemnités	0,0	-	0,0	0,4	-	0,4	-	-	-	0,0	-	0,0
Reprise dette CDC	-	-	-	-	-	-	15,8	-	15,8	15,8	-	15,8
Autres Dettes Non Structurées	0,1	-	0,1	0,8	-	0,8	0,0	-	0,0	0,2	-	0,2
Total Général	22,2	14,4	36,6	324,3	109,1	433,4	56,5	1,3	57,9	247,8	25,6	273,3

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

III.2.2. VARIATION DES RESTES A PAYER

La variation mensuelle des Restes à Payer est nulle depuis la fin du 2^{ème} trimestre 2025, en attente de l'arrêt des données autour de la Direction Générale du Trésor de la Coopération Financière et Monétaire (DGTCFM).

Tableau 17 : Variations mensuelles des Restes à Payer (en milliards de FCFA)

Restes à Payer de plus de trois mois	30 septembre 2024 *	31 décembre 2024 *	31 mars 2025 **	30 avril 2025 ***	31 mai 2025 ***	30 juin 2025 ***	30 septembre 2025 ***
Restes à Payer de plus de trois mois	-	19,9	-	30,6	- 187,1	8,6	-
BIENS ET SERVICES	0,0	120,0	0,0	-96,9	-73,3	8,9	0,0
INVESTISSEMENTS ET FONDS DE CONTREPARTIE	0,0	-15,3	0,0	-8,7	-68,0	31,8	0,0
AUTRES DEPENSES DU PERSONNEL	0,0	2,0	0,0	-21,5	-3,4	2,1	0,0
AUTRES TRANSFERTS	0,0	-79,0	0,0	96,1	-10,6	-26,8	0,0
SUBVENTION	0,0	-3,2	0,0	67,0	-7,4	-18,7	0,0
PARTICIPATION ET RESTRUCTURATION	0,0	-5,5	0,0	-3,1	-24,3	11,4	0,0
DETTE INTERIEURE RESEAU BUDGET	0,00	0,80	0,00	-2,21	0,00	0,00	0,00
Restes à Payer de moins de trois mois	-	187,0	-	- 257,8	45,9	56,9	-
BIENS ET SERVICES	0,00	95,82	0,00	-95,63	16,35	25,23	0,00
INVESTISSEMENTS ET FONDS DE CONTREPARTIE	0,00	28,28	0,00	-45,17	7,74	4,59	0,00
AUTRES DEPENSES DU PERSONNEL	0,00	9,88	0,00	-16,69	1,53	1,22	0,00
AUTRES TRANSFERTS	0,00	19,79	0,00	-42,85	9,57	15,59	0,00
SUBVENTION	0,00	7,87	0,00	-17,03	3,80	6,20	0,00
PARTICIPATION ET RESTRUCTURATION	0,00	25,31	0,00	-40,42	6,93	4,11	0,00
DETTE INTERIEURE RESEAU BUDGET	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total (en milliards de FCFA)	-	19,9	-	30,6	- 187,1	8,6	-

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires **** données estimées

Source : CAA/CNDP

IV. EVOLUTION DES ENGAGEMENTS ET DES NOUVEAUX EMPRUNTS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

A fin septembre 2025, les conventions de financement signées par l'Administration Centrale porte sur un montant de plus de 956 milliards de FCFA, dont 574,4 milliards de FCFA de prêts projets extérieurs, 132,6 milliards de FCFA d'appuis budgétaires et 236,1 milliards de FCFA de prêts bancaires intérieurs.

IV.1. NOUVEAUX ENGAGEMENTS SIGNES

Au cours du mois de septembre 2025, l'Etat a signé deux (02) conventions de financement sous forme de prêts projets extérieurs, portant le cumul des conventions signées depuis le début de l'année à 720,4 milliards de FCFA, dont 573,4 milliards de FCFA de prêts projets sur un plafond d'engagements de 950 milliards de FCFA fixé dans la Loi de Finances 2025. En termes de répartition des engagements sur prêts projets, 71,8% sont non concessionnels et 28,2% sont concessionnels.

S'agissant des engagements intérieurs, au cours des trois (03) premiers trimestres de l'année 2025, ils ont porté sur un montant de 236,1 milliards de FCFA, dont 67,4% sous forme de cessions de créances et 32,6% à mobiliser par emprunt direct garanti par Afreximbank auprès de banques locales.

Tableau 18 : Engagements signés en 2025

N°	Nom du projet	Date signature du décret	Date signature de la convention	Bailleur	Devise	Montants en millions de devise	Montants en Millions de FCFA à la date de signature	Montants en Millions de FCFA (évaluation au 30/09/25)
DETTE EXTERIEURE								
1	PERACE**		08/01/2025	BEI	EUR	43,0	28,2	28,2
2	Projet Harmonisation des statistiques en Afrique Centrale [HISWACA]		10/01/2025	IDA	EUR	96,9	63,6	63,6
3	Projet de réhabilitation de la route Babadjou-Bamenda : Section 5 : Traversée urbaine de Bamenda (6,538 km)		10/01/2025	IDA	EUR	47,7	31,3	31,3
4	Phase II Projet d'aménagement des routes de la zone industrielo portuaire de KRIBI (PARZIK) -Aménagement de la route LOBABE-CAMPO		16/01/2025	BAD	EUR	39,6	26,0	26,0
5	Projet de developpement de la chaine de valeur du Riz au Cameroun	02/12/2024	28/02/2025	Fonds Koweïtien	KWD	3,0	5,9	5,5
6	Amenagement de la route Ngaoundere Garoua	21/02/2025	19/03/2025	BAD	EUR	318,2	208,8	208,8
7	Amenagement de la route Ngaoundere Garoua	21/02/2025	19/03/2025	FAD	EUR	12,2	8,0	8,0
8	Programme Axé sur les Résultats (PforR) en appui aux réformes de la gestion des finances publiques et de l'appui technique sur la budgétisation et la gestion des investissements publics sensibles au climat		15/06/2025	IDA	EUR	17,2	11,3	11,3
9	Projet de developpement de la chaine de valeur Riz		18/06/2025	FS OPEP	ISD	25,0	15,0	14,0
10								
11	PADI DJA		12/08/2025	BDEAC	XAF	99 850,0	99,9	99,9
12	prêt garantie de l'Etat pour la société LP Industrie SA		19/08/2025	BDEAC	XAF	4 450,00	4,5	4,5
13	prêt garantie de l'Etat pour la société SOHAING		19/08/2025	BDEAC	XAF	7 500,00	7,5	7,5
14	prêt garantie de l'Etat pour la société CAMAS SA		19/08/2025	BDEAC	XAF	1 500,00	1,50	1,5
15	Programme multi-phase de Sécurité de l'Eau au Cameroun (SEWASH)		17/09/2025	IDA	EUR	184,9	121,3	121,3
16	Programme Batir les capacités et les compétences pour l'employabilité et l'entreprenariat dans la région de l'Extrême Nord du Cameroun		18/09/2025	BAD	EUR	136,0	89,2	89,2

TOTAL prêts projets							575,8	574,4
<i>non concessionnel</i>							412,8	411,8
<i>concessionnel</i>							163,0	162,6
TOTAL appuis budgétaires							132,6	132,6
TOTAL Emission d'obligations internationales							-	-
TOTAL prêts garantis							13,5	13,5
TOTAL Engagements Extérieurs							721,9	720,4

DETTE INTERIEURE								
N°	Nom du projet/Convention	Date signature du décret	Date signature de la convention	Bailleur	Devise	Montants en millions de devise	Montants en Millions de FCFA à la date de signature	Montants en Millions de FCFA (évaluation au 30/09/25)
1	Cession créance ETAT-GLOBELEQ (DPDC/KPDC) - AFG BANK		09/06/2025	AFG BANK	FCFA	30,00	30,00	30,00
2	Cession créance ETAT-PAD		23/07/2025	AFG BANK	FCFA	10,00	10,00	10,00
3	Cession créance ETAT-CAMTEL		15/09/2025	AFG BANK	FCFA	10,00	10,00	10,00
4	Cession de créance ETAT-CAMRAIL		14/04/2025	SGC	FCFA	11,30	11,30	11,30
5	Cession de créance ETAT-CDC		17/09/2025	CCA BANK	FCFA	5,00	5,00	5,00
6	Cession de créance ETAT-CDC		17/09/2025	SGC	FCFA	10,76	10,76	10,76
7	Emprunt bancaire / garantie AFREXIMBANK					159,00	159,00	159,00
TOTAL Engagements Intérieurs							236,1	236,1

Source : CAA/CNDP

IV.2. DECRETS D'HABILITATION

Outre les décrets relatifs aux émissions des titres publics nationaux et internationaux d'environ 930 milliards de FCFA en cours d'exécution, à fin septembre 2025, les montants des décrets signés par le Chef de l'Etat en attente de signature des conventions de financement pour la réalisation des projets bénéficiaires porte sur environ 927,2 milliards de FCFA comme indiqué dans le tableau ci-après :

Tableau 19 : Décrets d'habilitation signés en instance

PRETS DISPOSANT D'UN DECRET D'HABILITATION au 30 septembre 2025								
	Nom du projet	Date de signature	Devise	Type de prêt	Créancier	Montant en devise	Montant en FCFA (Taux de change date de signature)	Concessionnalité
1	Projet de construction de la route Ebolowa-Akomli-Kribi	04/08/2023	EUR	Commercial	Standard Chartered Bank	198 820 547	130 417 729 548	Non concessionnel
2	Projet de construction de la route Ngatt-Febedi-Likok du tronçon Batchenga - Ntui - Yoko - Ngaoundere	08/04/2025	USD	Multilateral	BID	163 680 000	98 208 000 000	Non concessionnel
3	Reconfogutation du systeme d'alimentation en eau potable de la ville de Yaounde	21/04/2025	EUR	Commercial	ING Bank	73 120 000	47 963 575 840	Non concessionnel
4	Reconfiguration du systeme d'alimentation en eau potable de la ville de Yaounde	21/04/2025	EUR	Commercial	Belfius	60 000 000	39 357 420 000	Non concessionnel
5	Reconfogutation du systeme d'alimentation en eau potable de la ville de Yaounde	21/04/2025	EUR	Commercial	Deutsche Bank Italie	38 530 000	25 274 023 210	Non concessionnel
6	Projet de renovation du centre des handicapes CPHRH	20/06/2025	EUR	Commercial	Bank of Africa	18 600 000	12 200 800 200	Non concessionnel
7	Projet de stabilisation et de renforcement du reseau electrique de douala	20/06/2025	EUR	Commercial	Société Générale	172 845 095	113 378 949 981	Non concessionnel
8	Projet de stabilisation et de renforcement du reseau electrique de douala	20/06/2025	EUR	Commercial	Société Générale	5 000 250	3 279 948 989	Non concessionnel
10	Projet de rehabilitation de la route Sorawel-Guider-Mayo Oulo-Dourbeye	10/juil./2025	USD	Multilateral	FSD	75 000 000	45 000 000 000	Concessionnel
10	Projet de construction et d'équipement d'un hôpital Gastro-Pneumologique à Yaoundé (Jamot) et d'un Hopital Psychiatrique à Mfou (jamot annexe)	31/juil./2025	EUR	Commercial	Standard Chartered Bank	23 000 000	15 087 011 000	Non concessionnel
12	Projet d'Appui à l'Education de Base au Cameroun (PAEBC)	10/sept./2025	EUR	Multilateral	BID(Guichet Fonds de Solidarité Islamique pour le Développement)	36 800 000	24 139 217 600	Concessionnel
13	Projet d'Appui à l'Education de Base au Cameroun (PAEBC)	10/sept./2025	EUR	Multilateral	BID			
14	Projet d'Appui à l'Education de Base au Cameroun (PAEBC)	10/sept./2025	EUR	Multilateral	BID			
15	Projet d'Appui à l'Education de Base au Cameroun (PAEBC)	10/sept./2025	EUR	Multilateral	BADEA	30 082 019	18 078 000 000	Non concessionnel
16	SODECOTON-Financement du Commerce, destiné à l'acquisition d'intrants agricoles et la commercialisation du coton et du soja	11/sept./2025	EUR	Multilateral	ITFC	102 000 000	67 009 614 000.000	Non concessionnel
17	Projet Villes et Gestion Foncière Durables	11/sept./2025	EUR	Multilateral	Banque mondiale	184 900 000	121 286 449 300.000	Concessionnel
18	Projet de mise en œuvre d'une usine d'hévéa et d'une usine d'huile de palme sur le site de la Cameroon Development Corporation (CDC)	22/sept./2025	EUR	Commercial	Standard Chartered Bank	71 755 044	47 068 223 403.668	Non concessionnel
19	Projet de mise en œuvre d'une usine d'hévéa et d'une usine d'huile de palme sur le site de la Cameroon Development Corporation (CDC)	22/sept./2025	EUR	Commercial	Standard Chartered Bank	7 118 813	4 669 635 048.492	Non concessionnel
20	PLANUT	22/sept./2025	EUR	Commercial	Deutsche Bank Spain	9 873 812	6 476 796 334.229	Non concessionnel
21	PLANUT	22/sept./2025	EUR	Commercial	Deutsche Bank Spain	1 208 643	792 817 757.636	
22	Projet de construction de la route Ngatt - Febadi - Likok	22/sept./2025	EUR	Multilateral	BID	163 680 000	107 530 721 760.000	Non concessionnel
						Concessionnel	190 425 666 900.00	
						Non Concessionnel	736 793 267 072.67	
						TOTAL	927 218 933 972.67	

Source : CAA/CNDP

IV.3. DECAISSEMENTS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Les décaissements sur emprunts publics effectués au cours du mois de septembre 2025 (hors BTA) s'élèvent à 1200 milliards de FCFA environ, dont 53% de tirages extérieurs et 47% de tirages intérieurs.

IV.3.1. Décaissements sur financements extérieurs

Les décaissements sur ressources extérieures enregistrés durant le mois de septembre 2025 sont estimés à 19,4 milliards de FCFA, essentiellement tirés sur les financements multilatéraux et commerciaux. Ainsi, les tirages effectués de janvier à septembre 2025 se chiffrent à 635,8 milliards de FCFA, dont 89,4% mobilisés auprès des bailleurs de fonds multilatéraux, 9,3% auprès des créanciers commerciaux, et 1,3% auprès des partenaires bilatéraux.

Les décaissements repartis par nature se composent de 305,7 milliards de FCFA de prêts projets et 281,2 milliards de FCFA d'appuis budgétaires.

IV.3.1.1. Décaissements par bailleur

L'analyse des tirages par bailleurs révèle qu'au cours du mois de septembre 2025, les décaissements sur ressources extérieures ont été effectués à 90% auprès des bailleurs commerciaux (dont 71,6% provenant de la Bank of China) et à 10% sur les ressources multilatérales. Ainsi, le cumul des décaissements de janvier à septembre 2025 se chiffre à 635,8 milliards de FCFA.

Tableau 20 : Décaissements sur emprunts extérieurs par bailleur

Rubriques	Total 2024 *	Janvier 2025 ***	Février 2025 ***	Mars 2025 ***	Avril 2025 ***	Mai 2025 ***	Juin 2025 ***	Juillet 2025 ***	Août 2025 ***	Septembre 2025 ***	Total 2025 ***
Montants en millions de FCFA											
Multilatéral	502 467	24 477	41 191	121 647	153 277	44 858	66 965	104 707	10 306	1 027	568 455
BAD	85 462	10 995	4 030	3 260	2 980	5 973	11 675	4 454	3 935	-	47 302
BADEA	1 513	-	-	-	120	1 311	-	-	-	-	1 431
BDEAC	5 434	-	5 039	-	-	-	-	2 661	-	-	7 700
BID	19 451	266	2 178	2 434	1 560	1 382	639	5 525	1 105	350	15 440
BIRD	68 005	2 222	2 877	2 395	1 130	14 966	3 854	4 416	1 769	59	33 688
FAD	24 532	137	6	952	1 649	27	401	1 905	300	-	5 378
FIDA	5 311	-	3 385	-	-	-	-	-	2 281	-	5 666
FMI	71 815	-	-	74 204	-	-	-	82 694	-	-	156 898
<i>dont appuis budgétaires FCE-PEF 2021-2023</i>	14 731	-	-	15 221	-	-	-	14 227	-	-	29 448
<i>appuis budgétaires MEDC-PEF 2021-2023</i>	29 462	-	-	30 443	-	-	-	28 454	-	-	58 896
<i>appuis budgétaires FRD 2024-2025</i>	27 621	-	-	28 540	-	-	-	40 013	-	-	68 553
IDA	220 944	10 857	23 674	38 403	145 837	21 199	50 395	3 051	917	618	294 951
<i>dont appuis budgétaires PEF</i>	32 838	-	133	-	124 238	-	-	-	-	-	124 371
UE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bilatéral	169 059	2 460	-	501	-	-	2 873	113	2 007	-	7 953
FRANCE	32 811	1 884	-	-	-	-	2 729	113	-	-	4 725
Japon	6 448	576	-	167	-	-	144	-	1 967	-	2 854
Commercial	635 827	-	7 362	3 491	8 308	12 545	9 282	-	-	18 360	59 348
AFRICAN EXPORT IMPORT BANK	157 543	-	-	-	-	-	-	-	-	2 632	2 632
Inter Islamic trade Finance Corporation	96 693	-	5 996	3 491	8 308	12 545	9 282	-	-	9 094	48 717
Standard Chartered Londres	21 593	-	1 366	-	-	-	-	-	-	-	1 366
Total Général	1 307 353	26 937	48 553	125 639	161 585	57 403	79 119	104 820	12 312	19 388	635 756

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

IV.3.1.2. Décaissements par concessionnalité

Selon la définition du FMI, un prêt est dit concessionnel si son élément don (rapport exprimé en pourcentage de l'écart entre la valeur initiale et la valeur actualisée du prêt, divisé par la valeur initiale du prêt) est supérieur ou égal à 35%.

Durant le mois de septembre 2025, les décaissements extérieurs sur prêts à moyen et long termes ont été effectués à hauteur de 10,3 milliards de FCFA, constitués à 47,8% par les tirages effectués sur ressources commerciales.

Tableau 21 : Décaissements par type de concessionnalité (en millions de FCFA)

Rubriques	Total 2024 *	Janvier 2025 ***	Février 2025 ***	Mars 2025 ***	Avril 2025 ***	Mai 2025 ***	Juin 2025 ***	Juillet 2025 ***	Août 2025 ***	Septembre 2025 ***	Total 2025 ***
Montants en millions de FCFA											
Multilatéral	502 467	24 477	41 191	121 647	153 277	44 858	66 965	104 707	10 306	1 027	568 455
Concessionnel	317 835	10 866	26 595	110 768	144 580	21 540	31 751	89 380	5 301	-	440 780
<i>dont Appuis budgétaires</i>	104 652	-	133	74 204	124 238	-	-	82 694	-	-	281 269
<i>FMI</i>	71 815	-	-	74 204	-	-	-	82 694	-	-	156 898
<i>IDA</i>	32 838	-	133	-	124 238	-	-	-	-	-	124 371
Non Concessionnel	184 633	13 612	14 595	10 879	8 697	23 318	35 214	15 328	5 005	1 027	127 674
<i>dont Appuis budgétaires</i>	17 900	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>BAD</i>	17 900	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bilatéral	169 059	2 460	-	501	-	-	2 873	113	2 007	-	7 953
Concessionnel	33 523	576	-	501	-	-	302	113	2 007	-	3 498
<i>dont Appuis budgétaires AFD</i>	26 238	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Non Concessionnel	135 537	1 884	-	-	-	-	2 570	-	-	-	4 454
Commercial	539 133	-	1 366	-	-	-	-	-	-	9 266	10 632
Concessionnel	15 831	-	1 366	-	-	-	-	-	-	-	1 366
Non Concessionnel	523 303	-	-	-	-	-	-	-	-	9 266	9 266
<i>dont émission internationales</i>	333 561	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>dont prêt Afreximbank pour RAP Dette Intérieure</i>	131 191	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total prêts à moyen terme	1 210 660	26 937	42 556	122 148	153 277	44 858	69 837	104 820	12 312	10 293	587 039
Total appuis budgétaires	148 791	-	133	74 204	124 238	-	-	82 694	-	-	281 269
Total hors appuis budgétaires	1 061 869	26 937	42 423	47 944	29 038	44 858	69 837	22 126	12 312	10 293	305 769
<i>dont</i>											
(1) Total prêts projets	597 117	26 937	42 423	47 944	29 038	44 858	69 837	22 126	12 312	10 293	305 769
Concessionnel	236 297	11 441	27 828	37 065	20 342	21 540	32 053	6 799	7 308	-	164 375
Non Concessionnel (hors eurobond & prêt Afreximbank pour RAP dette intérieure)	360 820	15 495	14 595	10 879	8 697	23 318	37 784	15 328	5 005	10 293	141 394
(2) Eurobond											
(3) Prêt Afreximbank pour RAP Dette Intérieure	131 191	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
(4) Emissions internationales	333 561	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts à court terme	96 693	-	5 996	3 491	8 308	12 545	9 282	-	-	9 094	48 717
ITFC - Importations pétrole brute SONARA	92 915	-	-	-	8 308	12 545	9 282	-	-	9 094	39 230
ITFC-Financement mourabaha pour l'achat d'alumine et autres patieres premières et leur vent en République du Cameroun	3 778	-	5 996	3 491	-	-	-	-	-	-	9 487
Grand total	1 307 353	26 937	48 553	125 639	161 585	57 403	79 119	104 820	12 312	19 388	635 756

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

IV.3.1.3. Décaissements par projet/programme

En septembre 2025, l'Etat a tiré près de 19,4 milliards de FCFA destinés au financement de neuf (09) projets/programmes. Ainsi, les décaissements enregistrés sur les neufs (09) premiers mois de l'année 2025 s'élèvent à 305,8 milliards de FCFA, pour le financement de soixante-dix-neuf (79) projets/programmes.

Tableau 22 : Décaissements par projet/programme en millions de FCFA

N	Intitulé du Projet (Montants en millions de FCFA)	Bailleur	Devise	Total 2024***	Janvier 2025 ***	Février 2025 ***	Mars 2025 ***	Avril 2025 ***	Mai 2025 ***	Juin 2025 ***	Juillet 2024 ***	Août 2024 ***	Septembre 2023 ***	Total 2025 ***	Taux de décaissement au 30/09/2025
1	Projet de drainage pluvial de Douala	FRANCE	EUR	-	-	-	-	-	-	158	113	-	-	271	100%
2	PROJET D'AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE LOM PANGAR-2012200	BDEAC	XAF	2 442	-	-	-	-	-	-	2 074	-	-	2 074	50%
3	PROJET D'AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE LOM PANGAR-2012201	FAD	FLIA	3 037	-	-	-	-	-	-	1 826	-	-	1 826	99%
4	Construction et d'équipement du lycée tech. de OMBÉ	BADEA	USD	414	-	-	-	120	-	170	-	-	-	290	41%
5	Projet de Construction et d'Équipement du Lycée Secondaire Professionnel d'Ekoumou	KOWEIT	KWD	-	-	-	334	-	-	-	-	40	-	373	41%
6	Projet d'électrification rurale (phase 2)-2014207	BID	ISD	-	-	74	62	406	-	-	-	-	-	562	69%
7	Projet d'électrification rurale (phase 2)-2014208	BID	EUR	-	-	662	-	-	-	-	-	-	-	662	94%
8	Projet de construction route Batchenga-Lena	Japon	JPY	4 564	576	-	167	-	-	-	144	-	1 967	2 854	77%
9	Projet d'aménagement et de bitumage de la route Batchenga ngoundéré	BDEAC	XAF	2 865	-	5 039	-	-	-	-	-	-	-	5 039	43%
10	projet d'aménagement route Batchenga Nlu-Yoko-Lena	BAD	EUR	23 824	5 096	1 729	1 648	-	-	2 956	3 372	2 516	2 598	19 915	89%
11	projet d'aménagement route Batchenga Lena	FAD	FLIA	8 770	79	-	233	41	21	220	80	-	-	674	101%
12	Projet de d'électrification rurale dans trois régions au OMR	BADEA	USD	979	-	-	-	-	1 118	-	-	-	-	1 118	43%
13	Construction de la route Ketta Djou (Phase 2)	BAD	EUR	2 951	446	-	-	-	-	-	-	-	-	446	75%
14	Projet de développement des chaînes de valeurs agricoles (PD-CVA)	BAD	EUR	5 016	-	234	205	146	357	1 079	1 938	372	-	4 330	74%
15	Projet Route Ketta-Djoum phase 2 tronçon Minton-frontière du Congo	BDEAC	XAF	126	-	-	-	-	-	-	587	-	-	587	36%
16	Projet de développement rural intégré de Char Logone 2	BID	ISD	503	119	-	55	9	-	-	129	-	-	311	65%
17	Projet de développement intégré de Char Logone 2	BID	USD	3 235	-	183	-	-	548	-	531	-	127	1 389	64%
18	Projet de développement du secteur de transport	BIRD	EUR	25 943	2 222	59	-	-	11 879	96	74	31	59	14 420	59%
19	Programme d'appui au secteur de transport phase 2-2017210	BAD	EUR	9 086	767	1 293	9	-	-	-	-	-	-	2 069	84%
20	Projet de remise à niveau du réseau de transport d'électricité	BIRD	EUR	41 749	-	-	2 395	1 130	3 086	3 759	4 343	1 738	-	16 450	78%
21	Projet de renforcement du système national de transfusion sanguine au Cameroun-2017216	BID	ISD	60	-	-	-	-	-	-	-	50	-	50	30%
22	Projet de renforcement du système national de transfusion sanguine au Cameroun-2017217	BID	USD	796	-	-	346	-	-	-	-	174	-	520	28%
23	Projet de construction du pont sur le Logone entre Yagoua et Bongor-2018201	FAD	FLIA	1 248	-	-	-	-	-	151	-	300	-	451	73%
24	Projet de construction du pont sur le Logone entre Yagoua et Bongor-2020202	BAD	EUR	2 494	90	-	-	-	-	-	455	-	908	1 452	55%
25	Projet élimination de la transmission VIH Sida de la mère à l'enfant	BID	USD	-	-	18	-	-	-	3	2	-	-	22	68%
26	Projet agricole développement chaîne de valeur	BID	ISD	14	10	-	62	-	310	-	5	-	-	386	23%
27	Projet agricole chaîne de valeurs	BID	USD	4 154	41	185	462	213	168	369	133	799	78	2 448	73%
28	Projet agricole des chaînes de valeur	BID	USD	2 536	97	1 057	406	912	354	93	587	-	-	3 506	100%
29	Projet de constr lignes de transport electr 225kv elouwa kribi	Bank of China	USD	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6 634	6 634	0%
30	Projet de développement de l'hydroélectricité sur la sanaga	IDA	EUR	2 391	92	200	174	324	122	19	-	-	-	931	81%
31	Projet de développement de l'hydroélectricité sur la Sanaga	IDA	EUR	1 976	152	164	158	258	91	20	-	-	-	843	81%
32	Projet de développement des villes inclusives et résilientes	IDA	EUR	29 019	3 309	590	3 039	1 062	3 598	14 692	104	229	238	26 861	86%
33	Projet d'appui à la réforme de l'éducation	IDA	EUR	6 593	1 711	171	-	429	-	3 494	-	-	-	5 805	71%
34	Projet d'amélioration des de l'efficacité des dépenses publiques et du système statistique (PEPS)	IDA	EUR	59	283	-	-	38	-	-	-	-	-	321	67%
35	Projet d'études et de préparation d'un programme d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement en milieu rural	FAD	FLIA	23	-	6	308	-	6	-	-	-	-	320	30%
36	Projet d'appui au secteur de transport phase 3 - Construction de la Ring-Road	BAD	EUR	1 547	78	154	-	24	59	176	-	57	-	548	21%
37	Projet d'appui à la réinsertion socio économique des couches vulnérables	FAD	FLIA	-	-	-	411	638	-	5	-	-	-	1 055	25%
38	Programme intégré dev adapté Chang climatique	FAD	FLIA	322	58	-	-	-	-	10	-	-	-	68	9%
39	Projet de développement des chaînes de valeur élevage et pisciculture	BAD	EUR	10 535	2 181	316	696	1 580	1 858	2 045	-	-	-	8 677	42%
40	Projet d'élevage rural accès énergie zone desservis	IDA	EUR	3 930	2 269	1 162	1 374	1 643	971	6 948	2 749	688	380	18 185	53%
41	Projet de construction et d'équipement de l'hôpital régional de Mbalmayo	BADEA	USD	120	-	-	-	-	23	-	-	-	-	23	3%
42	Deuxième phase du projet d'appui au développement des filières agricoles (IPADFA)	FIDA	XDR	3 855	-	2 370	-	-	-	-	-	1 597	-	3 966	74%
43	Deuxième phase du projet d'appui au développement des filières agricoles (IPADFA)	FIDA	XDR	1 499	-	1 016	-	-	-	-	-	684	-	1 700	44%
44	Projet d'aménagement de la Route Nationale N°11, la Ring Road	BAD	EUR	2 636	1 620	225	414	898	349	1 266	-	-	-	4 772	14%
45	Projet d'aménagement de la Route Nationale N°11, la Ring Road	BAD	EUR	9 025	578	80	148	332	128	573	-	-	-	1 839	48%
46	Projet de relance et de développement de la région du Lac Tchad	IDA	EUR	8 915	1 084	113	709	1 693	940	2 591	-	-	-	7 131	79%
47	Appui budgétaire Facilité Élargie de Crédit	FMI	XDR	14 731	-	-	15 221	-	-	-	14 227	-	-	29 448	123%
48	Appui budgétaire Mécanisme Élargi de Crédit	FMI	XDR	29 462	-	-	30 443	-	-	-	28 454	-	-	58 896	123%
49	Projet de réhabilitation de la pénitente Est de la ville de Douala (Phase II)	Standard Chartered Londres	EUR	12 499	-	1 366	-	-	-	-	-	-	-	1 366	46%
50	PAREC Financement additionnel	IDA	EUR	4 862	301	1 374	-	464	-	3 113	95	-	-	5 347	91%
51	Projet d'Appui au développement de l'enseignement secondaire et des compétences pour la croissance et l'emploi (PADESCE)	IDA	EUR	14 930	95	-	-	315	-	8 239	-	-	-	8 649	56%
52	Projet d'Aménagement et valorisation des investissements de la vallée de la Bénoué (VIVA BÉNOUÉ)	IDA	EUR	7 452	-	-	-	1 639	2 606	432	-	-	-	4 677	31%
53	Projet de l'autonomisation des femmes du sahel et dividende démographique au sahel (SWEED 2)	IDA	EUR	9 142	-	-	-	-	-	-	13	-	-	13	28%
54	Projet d'Interconnexion des Réseaux Electriques du Cameroun et du Tchad (RISRI)	IDA	EUR	27 766	-	5 590	9 774	3 512	6 647	4 101	-	-	-	29 624	36%
55	Projet d'importation du pétrole par la SONARA	Inter Islamic trade Finance Corporation	EUR	92 915	-	-	-	8 308	12 545	9 282	-	-	9 094	39 230	301%
56	Projet d'Aménagement des Routes de Désendavement de la zone Industrielle et Portuaire de Kribi	BAD	EUR	-	140	-	140	-	265	76	-	-	-	621	1%
57	Financement du Projet complémentaire d'assainissement pluvial dans la ville de Yaounde	FAD	FLIA	8 179	-	-	-	320	-	15	-	-	-	336	53%
58	PPFI - Local Governance and Resilient Communities Project	IDA	USD	55	-	-	-	248	-	-	-	-	-	248	61%
59	Projet d'Aménagement et de Valorisation des Investissements de la Vallée de Logone (VIVA-LOGONE)	IDA	EUR	20 603	487	225	-	1 788	2 201	3 320	-	-	-	8 021	30%
60	Projet Filets sociaux adaptatifs et inclusion économiques	IDA	EUR	12 833	-	1 183	22 636	888	871	1 810	-	-	-	27 388	44%
61	Projet d'Urgence de Lutte Contre la Crise Alimentaire (PULCCA)	IDA	EUR	15 670	1 175	148	-	4 922	1 847	1 481	-	-	-	9 574	64%
62	Programme d'accélération de la transformation numérique du Cameroun	IDA	EUR	-	-	-	-	1 174	-	-	-	-	-	1 174	6%
63	Financement mourabaha pour l'achat d'alumine et autres pateres premieres et leur vent en Republique du Cameroun	Inter Islamic trade Finance Corporation	USD	3 778	-	5 996	3 491	-	-	-	-	-	-	9 487	183%
64	Financement du Projet présidentiel de reconstruction et de développement des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest	BID	EUR	4 018	-	-	-	-	-	-	4 018	-	-	4 018	100%
65	PPFI Enhancing Connectivity and Resilience in the Far North of Cameroon for Inclusiveness project	IDA	USD	500	232	519	269	511	-	-	-	-	-	1 532	68%
66	Projet d'acquisition des équipements au profit des corps nationaux des sapeurs-pompiers	FRANCE	EUR	6 573	1 884	-	-	-	-	2 570	-	-	-	4 454	34%
67	Projet de Gouvernance des Finances Publiques (PAGFIP)	FAD	BUA	171	-	-	-	649	-	-	-	-	-	649	9%
68	Projet de développement de la chaîne de valeur du riz au Cameroun	BID	ISD	1 602	-	-	214	-	-	-	123	81	145	564	20%
69	Projet de développement de la chaîne de valeur du riz au Cameroun	BID	EUR	-	-	-	505	-	-	175	-	-	-	680	2%
70	Projet de gouvernance locale et la resilience des communautés (PROLOG)	IDA	USD	5 619	-	10 187	-	248	-	104	116	-	-	10 655	9%
71	Appui budgétaire Cameroon Power Sector Reform Program	IDA	EUR	32 838	-	133	-	-	-	-	-	-	-	133	18%
72	Phase III du projet d'électrification rurale par système photovoltaïque (1000 localités)	Afriximbank	EUR	26 351	-	-	-	-	-	-	-	-	2 632	2 632	89%
73	Projet d'aménagement territorial et de promotion du secteur privé de la région de l'Extrême Nord	BAD	EUR	-	-	-	-	-	-	2 633	-	-	-	2 633	2%
74	Appui budgétaire Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD)	FMI	XDR	27 621	-	-	28 540	-	-	-	40 013	-	-	68 553	66%
75	Projet d'Interconnexion des Réseaux Electriques du Cameroun et du Tchad (PIRECT)	BID	EUR	-	-	-	322	-	-	-	-	-	-	322	0%
76	Enhancing Connectivity and Resilience in the Far North of Cameroon for Inclusiveness Project	IDA	EUR	12 511	231	519	270	520	1 304	29	-	-	-	2 874	16%
77	Projet de mobilité urbaine de Douala	IDA	EUR	-	-	1 394	-	-	-	-	-	-	-	1 394	1%
78	Projet de mobilité urbaine de Douala	BIRD	EUR	314	-	2 817	-	-	-	-	-	-	-	2 817	2%
79	Appui budgétaire Cameroon Second Fiscal Sustainability, Inclusive and Sustainable Growth Development Policy Loan	IDA	EUR	-	-	-	-	124 238	-	-	-	-	-	124 238	0%
TOTAL					26 937	48 553	125 639	161 585	57 403	79 119	104 820	12 312	19 388	635 756	

Source : CAA

IV.3.2. Décaissements sur financements intérieurs

Durant le mois de septembre 2025, les décaissements sur financements intérieurs se sont chiffrés à 256,6 milliards de FCFA, dont 159 milliards de FCFA de prêts bancaires garantis par Afreximbank et 82,8 milliards de FCFA des titres publics (87,8% de BTA, et 12,2% d'OTA).

Ces opérations portent à 1 377 milliards de FCFA le cumul des décaissements sur financements intérieurs depuis le début de l'année en cours y compris 77,1 milliards de FCFA de cessions de créances.

Tableau 23 : Décaissements sur emprunts intérieurs

Rubriques	Total 2024 ***	Janvier 2025 ***	Février 2025 ***	Mars 2025 ***	Avril 2025 ***	Mai 2025 ***	Juin 2025 ***	Juillet 2025 ***	Août 2025 ***	Septembre 2025 ***	Total 2025 ***
(Montants en milliards de FCFA)											
Titres Publics	1 180,6	115,4	85,1	126,9	114,0	125,2	131,6	302,7	58,1	81,8	1 140,8
<i>Bons de Trésor Assimilables (BTA)</i>	899,1	115,4	85,1	85,8	75,1	97,2	131,6	92,7	58,1	71,8	812,8
BTA 13 Semaines	83,8	75,4	85,1	-	75,1						235,7
BTA 26 Semaines	702,6	40,0	-	85,8	-	79,6	-	92,7	-		298,0
BTA 52 Semaines	112,8	-	-	-	-	17,6	131,6		58,1	71,8	279,1
<i>Obligations de Trésor</i>	281,5	-	-	41,1	38,9	28,0	-	210,0	-	10,0	328,0
OTA (BEAC)	281,5	-	-	41,1	38,9	28,0	-	210,0	-	10,0	328,0
OTA 2 ans	102,6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
OTA 3 ans	49,0	-	-	41,1	38,9			210,0		10,0	300,0
OTA 4 ans	45,7	-	-	-		28,0	-	-	-	-	28,0
OTA 5 ans	47,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
OTA 6 ans	11,7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
OTA 7 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
OTA 10 ans	25,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Allocation de DTS (FMI-BEAC)</i>	-										-
Endettement Direct Bancaire	-	-	-	-	11,3	-	30,0	10,0	10,0	174,8	236,1
<i>Autres conventions</i>	-										-
Société Générale CMR - Créances ENEO 2020	-										-
Cession créance KPDC - AFG BANK							30,0				30,0
Cession créance PAD - AFG BANK								10,0			10,0
Cession créance CAMTEL-AFG BANK 2025									10,0		10,0
Cession de créance CAMRAIL-SGC					11,3						11,3
Cession de créance CDC-CCA BANK										5,0	5,0
Cession de créance CDC-SGC										10,8	10,8
<i>Emprunt bancaire / garantie AFREXIMBANK</i>	-									159,0	159,0
	-										-
Total Général	1 180,6	115,4	85,1	126,9	125,3	125,2	161,6	312,7	68,1	256,6	1 376,9

Source : CAA

IV.4. SOLDES ENGAGÉS NON DÉCAISSÉS (SEND's) DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

A fin septembre 2025, les SEND's sont estimés à environ 4 714,7 milliards de FCFA, dont 4 436,7 milliards de FCFA des engagements attendus pour la réalisation des prêts projets extérieurs. Ces SEND's sont en augmentation respectives de 4,4% et 6,65% en glissements mensuel et trimestriel. Par rapport à fin septembre 2024, les SEND's sont en diminution de 2,3%.

IV.4.1. SEND's Extérieurs

Au 30 septembre 2025, les SEND's extérieurs (hors appuis budgétaires) sont constitués de (i) 73,8% des SEND's auprès des bailleurs de fonds multilatéraux ; (ii) 9,5% des SEND's auprès des bilatéraux ; et (iii) 16,7% des SEND's commerciaux. L'évolution des SEND's par bailleurs de fonds est reprise dans le tableau ci-après :

Tableau 24 : Soldes Engagés Non Décaissés sur emprunts extérieurs

Rubriques	SEND's au 31/07/2024 ***	SEND's au 31/12/2024 **	SEND's au 31/03/2025**	SEND's au 30/06/2025**	SEND's au 30/07/2025**	SEND's au 30/08/2025**	SEND's au 30/09/2025**
MULTILATERAUX	3 549,0	3 389,8	3 667,7	3 253,1	3 268,7	3 346,2	3 553,9
BAD	670,0	670,3	883,5	759,6	854,1	848,5	937,5
BADEA	43,6	45,1	43,2	38,3	39,5	38,6	38,5
BDEAC	76,6	74,1	69,0	69,0	66,4	166,2	166,2
BID	194,9	266,0	256,1	243,5	241,1	237,7	236,9
BIRD	223,5	204,5	197,0	178,0	173,6	171,8	171,8
FAD	83,3	87,2	91,0	78,4	84,3	83,0	82,8
FIDA	18,0	16,8	13,0	12,4	12,6	10,1	10,1
FS OPEP	17,4	18,1	17,3	35,0	35,9	35,3	35,1
IDA	1 826,3	1 573,7	1 617,7	1 378,1	1 382,2	1 375,9	1 495,9
UE	72,8	72,8	101,0	101,0	101,0	101,0	101,0
Appuis budgétaires	322,6	361,1	378,7	359,7	278,0	278,0	278,0
FMI	119,7	176,6	100,1	81,8	0,0	0,0	0,0
BIRD	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
BAD	18,1	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
IDA	184,4	183,8	277,9	277,9	277,9	277,9	277,9
BILATERAUX	459,7	452,8	445,4	422,2	428,9	421,9	421,6
ALLEMAGNE	10,2	10,1	10,1	10,1	10,1	10,1	10,1
FRANCE	118,9	119,2	117,3	114,6	114,5	114,5	114,5
Appuis budgétaires AFD	-	-	-	-	-	-	-
Japon	23,7	20,9	20,4	19,5	19,2	17,2	17,1
Norvège (EKSPORTKREDITT NORGE SA)	0,5	49,5	49,5	49,5	49,5	49,5	49,5
ARABIE SAOUDITE	25,5	26,7	25,5	23,4	24,2	23,6	23,6
Chine	5,3	5,4	5,2	4,9	5,0	4,9	4,9
Corée du Sud	0,8	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	1,0
Emirats Arabes Unis	9,1	9,5	9,1	8,3	8,6	8,4	8,4
EXIMBANK DE CHINE	138,4	82,6	79,3	73,2	75,4	74,0	73,8
INDE	105,6	105,9	101,4	93,1	96,1	93,9	93,5
KOWEÏT	21,8	22,5	27,1	25,1	25,9	25,3	25,2
COMMERCIAUX	818,9	785,2	770,9	747,3	755,9	749,6	739,2
AFRICAN EXPORT IMPORT BANK	11,2	28,2	28,2	28,2	28,2	28,2	25,6
Bank of China	46,5	48,6	46,5	42,7	44,1	43,1	36,3
Belfius	6,9	4,6	4,6	4,6	4,6	4,6	4,6
BMCE Bank	12,7	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4
CDS group privaie Nouvelle Zelande	-	-	-	-	-	-	-
China Citic Bank	-	32,8	32,8	32,8	32,8	32,8	32,8
Comercial-eurobond	-	-	-	-	-	-	-
Commez bank Allemagne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Deutsche banque Espagne	88,6	73,7	73,5	73,3	73,4	73,3	73,3
ICBC	183,7	191,8	183,6	168,6	174,0	170,0	169,3
Inter Islamic trade Finance Corporation	60,0	-	-	-	-	-	-
INTESA SANPAOLO SPA	99,9	99,9	99,9	99,9	99,9	99,9	99,9
Raiffeisen Bank Inter AG	3,9	3,9	3,9	3,9	3,9	3,9	3,9
SOCIETE GENERALE DE PARIS	108,7	108,7	108,7	108,7	108,7	108,7	108,7
SOCIETE GENERALE NEW YORK	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3
SOCIETE GENERALE NEW YORK - EXIM BANK US	9,6	9,6	9,6	9,6	9,6	9,6	9,6
Standard Chartered Londres	182,7	177,6	173,7	169,2	170,9	169,6	169,4
UNICREDIT	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
TOTAL GENERAL	4 827,6	4 627,8	4 884,0	4 422,6	4 453,5	4 517,7	4 714,7
TOTAL APPUIS BUDGETAIRES	322,6	361,1	378,7	359,7	278,0	278,0	278,0
TOTAL HORS APPUIS BUDGETAIRES	4 505,0	4 266,7	4 505,3	4 062,9	4 175,5	4 239,7	4 436,7

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

IV.4.2. SEND's Intérieurs

Au 30 septembre 2025, les SEND's intérieurs sont nuls. Outre la mobilisation des 250 milliards de FCFA d'emprunts bancaires directs en cours, dont les engagements se font concomitamment aux décaissements, les transactions y afférentes seront prises en compte dans les prochaines notes.

ENCADRE

Au 30 septembre 2025, le stock des SEND's s'élève à 4 714,1 milliards de FCFA, soit une augmentation trimestrielle de 6,6 %. Il convient de préciser que cette hausse résulte principalement de la signature de nouvelles conventions de financement, dont le montant dépasse celui des décaissements effectués sur la même période.

Pour rappel, ces ressources, inscrites dans le cycle de vie des projets et programmes sont progressivement absorbées en fonction de l'absorption des financements.

Cependant, des anomalies peuvent apparaître lorsque le rythme d'absorption est anormalement faible, soulevant ainsi la problématique des SEND's non performants ou « à problèmes ».

Selon les critères retenus par le CNDP, sont concernés au 30 septembre 2025 :

- Les prêts signés avant le 30 septembre 2020, notamment ceux dont les SEND's datent de plus de cinq ans (1 943 milliards de FCFA) ;
- Les prêts n'ayant enregistré aucun décaissement six mois après leurs signature (1 001,9 milliards de FCFA) ;
- Les prêts non mis en vigueur dans un délai de six mois après la signature de la convention (1 001,9 milliards de FCFA), soit une hausse de 49% par rapport à la précédente évaluation, en raison de l'entrée en jeu des prêts signés à fin 2024/début 2025 ;
- Les prêts dont la date limite de décaissement a été dépassée ou prorogée au moins une fois (2 282 milliards de FCFA), en baisse de 17% ;
- Les prêts pour lesquels la date limite de décaissement était inférieure à un an au 30 septembre 2025 et dont le taux de décaissement restant dépassait 50% (1 970,4 milliards de FCFA), en baisse de 12%.

Activités menées sur les trois premiers trimestres de l'année 2025

Le suivi des SEND's s'est poursuivi conformément aux engagements du Gouvernement visant à réduire le stock des montants dits « à problème ». Deux actions majeures ont marqué la période, à savoir (i) le déploiement d'une mission de suivi des SEND's et (ii) la tenue d'une conférence sur la programmation des décaissements des projets à financement extérieur (FINEX) 2026-2028.

Le mois de septembre s'achève dans un contexte mitigé. En effet, sur un objectif de 775 milliards de FCFA de prêts-projets à décaisser en 2025, seulement 305,8 milliards de FCFA sont décaissés au 30 septembre, soulevant des interrogations sur la capacité d'absorption des projets dans les délais impartis. Ainsi, les SEND's problématiques sont estimés à 2 856,4 milliards de FCFA, soit 63% du montant global des SEND's, en baisse de 10% sur le trimestre.

Résultats de la mission de suivi et Analyse des décaissements

Sur instruction du Ministre des Finances et Président du CNDP, une mission de suivi organisée par la CAA s'est tenue du 22 juin au 05 juillet 2025. Celle-ci a porté sur 155 projets et programmes, représentant 172 conventions de financement. Les résultats révèlent que 117 projets (75,6%) sont en cours d'exécution, avec un rythme généralement lent, et 37 projets (24,4%) représentant 227,1 milliards de FCFA, sont clôturés par les bailleurs de fonds sans avoir fait l'objet d'une clôture officielle. En conséquence, le stock des SEND's problématiques pourrait être réduit à 2 762,4 milliards de FCFA, soit une diminution potentielle de 8,2%. Pour ce faire, et après vérification, il est recommandé de procéder le cas échéant, à l'annulation des reliquats de financements liés aux projets clôturés en collaboration avec le MINEPAT.

Relativement à la problématique de faiblesse des décaissements, il convient de relever que l'analyse des activités des Unités de Gestion des Projets (UGP) met en évidence une dynamique globalement moyenne en matière d'absorption des financements, tout en confirmant une tendance à la réduction des décaissements par rapport aux années précédentes.

Par ailleurs, cette performance aurait pu être renforcée en l'absence de contraintes persistantes, parmi lesquelles :

- Les blocages conventionnels liés aux bailleurs (délivrance tardive des Avis de Non Objection, pouvant atteindre 18 mois) ;
- La faible mobilisation des fonds de contrepartie de l'État, phénomène récurrent dans le cycle d'exécution ;
- Les retards liés à la libération des emprises, notamment pour les projets routiers (Yaoundé-Douala, Yaoundé-Nsimalen) ;
- La lenteur dans la contractualisation et la passation des marchés ;
- Le suivi-évaluation insuffisant et l'absence de mécanismes coercitifs en cas de non-atteinte des objectifs.

V. INDICATEURS D'ENDETTEMENT

V.1. PRINCIPAUX INDICATEURS DE LA DETTE PUBLIQUE (hors Restes à Payer de moins de 3 mois)

Au 30 septembre 2025, l'encours de la dette de l'Administration Centrale, hors Restes à Payer de plus de trois(03) mois et dette flottante, est évalué à **12 814** milliards de FCFA, sous l'hypothèse que toute dette libellée en FCFA est considérée comme dette intérieure et celle libellée en devises étrangères représente la dette extérieure.

Ainsi, le profil de coûts et de risques correspondant au niveau du portefeuille à fin septembre 2025 se présente comme suit :

- Le ratio de la dette de l'Administration Centrale (Hors reste à payer de plus de 3 mois et dette flottante) est estimé à **38,6%**, dont **25,7%** pour la dette extérieure et **12,9%** pour la dette intérieure ;
- Le coût moyen pondéré de la dette est identique à celui du mois passé et se situe donc à **3,1%**, soit **2,9%** en dette extérieure et **3,3%** en dette intérieure ;
- La durée moyenne de refinancement du portefeuille global est estimée à **6,4 années**, soit **7,4 années** pour la dette extérieure et **4,5 années** pour la dette intérieure ;
- Le poids de la dette dont les termes sont à refixer se situe actuellement à **23,9%**, soit **27,2%** pour la dette extérieure et **17,2%** pour la dette intérieure ;
- Le risque de taux d'intérêt est traduit par l'exposition d'environ **18,4%** de la dette totale (dette à taux d'intérêt variable) aux fluctuations de taux d'intérêt ;
- La part de la dette libellée en devises autres que le FCFA est estimée à **66,7%** du portefeuille global, soit une exposition de **36,9%** du portefeuille, considérant la dette libellée en euro, évaluée à **29,8%** de la dette totale.

Tableau 25 : Indicateurs de coûts et risques du portefeuille de la dette publique

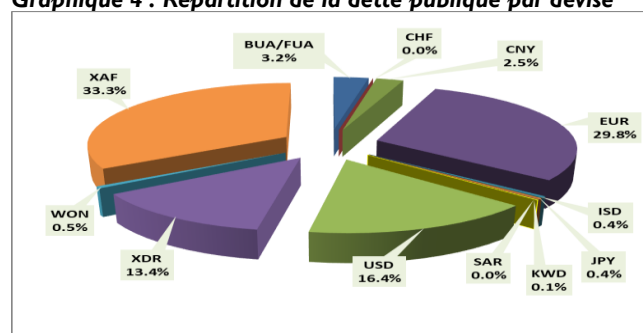
Indicateurs de coûts et risques		Dette extérieure	Dette intérieure	Dette totale*
Dette nominale en milliards de FCFA		8 542	4 272	12 814
Dette nominale (% du PIB)		25,7	12,9	38,6
Coût de la dette	Paiement d'intérêt en % du PIB	0,8	0,4	1,2
	Taux d'intérêt moyen pondéré (%)	2,9	3,3	3,1
Risque de refinancement	Durée moyenne d'échéance (ans) (ATM)	7,4	4,5	6,4
	Dettes à amortir durant l'année prochaine (% du total)	7,7	17,2	10,8
	Dettes à amortir durant l'année prochaine (% du PIB)	2,0	2,2	4,2
Risque de taux d'intérêt	Durée moyenne à refixer (ans) (ATR)	6,0	4,5	5,5
	Dettes refixées durant l'année prochaine (% du total)	27,2	17,2	23,9
	Dettes à taux d'intérêt fixe (% du total)	80,5	85,6	81,8
Risque de change	Dettes en devises (% du total)			66,7
	Amortissement en devise durant l'année prochaine (en % du stock brut de réserves de change brutes détenues par la BEAC)			16,9

Source : CAA

V.2. REPARTITION DU PORTEFEUILLE PAR DEVISE

Les principales devises du portefeuille de la dette publique camerounaise sont : l'Euro pour 29,8%, le XAF avec 33,3%, le Dollar US pour 16,4% et le XDR (DTS) pour 13,4%.

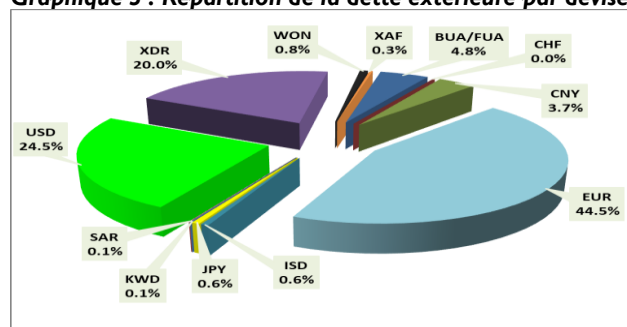
Graphique 4 : Répartition de la dette publique par devise



Source : CAA



Concernant le portefeuille de la dette extérieure, il se compose en grande partie de l'Euro soit 44,5%, suivi du Dollar US avec 24,5% et le XDR (DTS) avec 20,0%.

Graphique 5 : Répartition de la dette extérieure par devise



Source : CAA

Une publication de la Caisse Autonome
d'Amortissement du Cameroun
Secrétariat Permanent du Comité National
de la Dette Publique

		
Comité National de la Dette Publique		Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun

Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun
Secrétariat Permanent du Comité National de la Dette Publique
B.P. : 7167 YAOUNDE Tél : (+237) 222 22 22 26 / (+237) 222 22 01 87 Fax : (+237) 222 22 01 29
Site internet : www.caa.cm E-mail : caa@caa.cm